

InstaDeep, le joyau tunisien de l'IA, accélère la recherche de BioNTech



A LA UNE

Médicaments
Comment sortir la Pharmacie Centrale de la crise financière ?

ECO-FINANCE

La Tunisie peut-elle sortir de la crise de la dette grâce à une réforme de sa banque centrale?

MAGHREB

Croissance et stabilité
Analyse des indicateurs économiques du Maroc

CULTURE

Le cinéma tunisien brille à El Gouna



LEON

CUPRA

À PARTIR DE **63 DT HT/JOUR**
DRIVE WITH STYLE

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.
Sous réserve d'acceptation de votre dossier par notre partenaire adhérent.

CONTACTEZ NOUS: **36 036 036**

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 4,90 Dinars

Abonnement annuel : 200 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°212 du 07 Novembre 2024



Projet Loi de Finances - PLF 2025 :

Le budget 2025 en 10 points

Comme le stipule la loi, le budget de l'État pour l'exercice 2025 est soumis, depuis le 15 octobre 2024, pour examen et discussion aux deux chambres parlementaires.



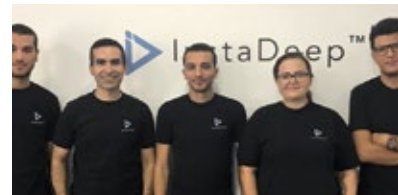
Médicaments : Comment sortir la Pharmacie Centrale de la crise financière ?

Le président directeur général de la Pharmacie Centrale de Tunisie (PCT), Mehdi Dridi, a reconnu que l'institution traverse une crise de liquidités due à l'augmentation de la dette des caisses sociales et des hôpitaux publics à son égard...



Fathi Hanchi DG de l'ANME : DecarboMed , un tournant pour la décarbonation en Méditerranée ?

26 ans à l'ANME, ce n'est pas peu! Fathi Hanchi a rejoint l'Agence nationale de Maîtrise de l'Energie 13 ans après sa création. Pur produit de l'Agence, convaincu jusqu'à la moelle de l'importance de développer les nouvelles énergies pour réduire la dépendance énergétique de la Tunisie...



InstaDeep, le joyau tunisien de l'IA, accélère la recherche de BioNTech

InstaDeep, la startup tunisienne d'intelligence artificielle acquise par BioNTech en 2023 pour plus de 550 millions de dollars, continue de se développer et d'innover.



Le Tunisien Anis Bennaceur et Matthias Wickenburg lèvent 14 M\$ pour révolutionner la vente avec l'IA via Attention

Attention, une plateforme d'intelligence artificielle dédiée aux ventes, vient de lever 14 millions de dollars lors de son tour de financement de série A...



Le Prix de la littérature arabe 2024 attribué à Amira Ghenim pour «Le désastre de la maison des notables»

L'écrivaine tunisienne Amira Ghenim a remporté le Prix de la littérature arabe 2024, porté par la Fondation Jean-Luc Lagardère et l'Institut du monde arabe (IMA) pour son roman «Le désastre de la maison des notables», traduit de l'arabe par Souad Labbize.



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS



SPORT

37^{ème} MARATHON

COMAR TUNIS - CARTHAGE

1^{er} DÉCEMBRE 2024

Courons pour une Tunisie *plus* verte

Inscription : www.marathon.comar.tn

Bureau d'inscription des Assurances COMAR Du 18 au 29 Novembre 2024

5 KM 21,1 KM 42,195 KM





Projet Loi de Finances - PLF 2025

Le budget 2025 en 10 points

Comme le stipule la loi, le budget de l'Etat pour l'exercice 2025 est soumis, depuis le 15 octobre 2024, pour examen et discussion aux deux chambres parlementaires : l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts . En voici les principales caractéristiques.

1- Tendances politiques du budget :

Officiellement, le projet du budget de l'Etat pour 2025 a une vocation essentiellement sociale. Il vient renforcer les fondements de l'Etat social en ce sens où il prévoit d'importantes mesures en

faveur des catégories sociales vulnérables et à revenus limités.

2-Croissance : Ce projet de budget prévoit de réaliser un taux de croissance de 3,2%. Ce taux est calculé sur la base d'un taux de change stable et d'un prix du baril de 77, 4 dollars.



Marché de l'immobilier

Depuis l'instauration de la TVA sur les transactions immobilières en Tunisie en 2018, les ventes ont plongé de 55%, selon Hechmi Mlayani lors de son intervention sur Radio ExpressFM, président de la Chambre des promoteurs immobiliers de Sousse. Les ventes des entreprises cotées en bourse ont, elles aussi, reculé de 50 à 55% par rapport aux niveaux de 2017-2018, avant de se stabiliser à environ 40% de baisse. Cette crise laisse environ 5.000 appartements invendus, principalement dans le Grand Tunis, et menace jusqu'à 800.000 emplois dans le secteur.

La dette cumulée des promoteurs immobiliers et des acquéreurs atteint désormais près de 18 milliards de dinars. Avec la TVA qui devrait passer de 13 % à 19 %, Mlayani anticipe une perte annuelle de 6 500 emplois, ce qui affecterait particulièrement les classes moyennes dont le pouvoir d'achat ne suit pas la hausse des prix immobiliers. Mlayani souligne que la TVA génère une recette fiscale limitée de 1,5 million de dinars, un montant insuffisant pour compenser ses effets négatifs.

Les perspectives pour le secteur s'assombrissent avec une prévision de baisse de 13 % des investissements. Pour relancer le marché, Mlayani propose une réduction de la TVA à 7 %, un allègement qui stimulerait la demande et soulagerait les promoteurs.

3-Montant du budget : il s'élève à 78,2 milliards (Mds) de DT, soit une légère augmentation de 0,5% par rapport à celui de 2024.

4-Déficit budgétaire: Il se réduit de 7,9% par rapport au budget de 2024 pour atteindre 9,8 Mds de DT.

5-Recettes:

Le budget sera financé par des recettes fiscales de l'ordre de 45,2 Mds de DT et non fiscales de l'ordre de 4,4 Mds de DT et des ressources d'emprunt à hauteur de 28,2 Mds de DT.

Au rayon de l'augmentation des ressources fiscales, le budget a prévu d'importantes mesures: révision du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés (Création d'un nouvel impôt sur les sociétés de 40%), hausse des revenus des loyers et de la TVA sur l'habitat, renforcement des sanctions douanières...

6-Emprunts :

Le budget sera financé à hauteur de 28,2 Mds de DT par des emprunts en baisse de 1,8% par rapport à 2024. Ils seront composés à 21,9 Mds de DT par des ressources domestiques soit une augmentation de 86% par rapport à 2024 et par des ressources extérieures à hauteur de 6,1 Mds de DT, soit une

réduction de 63% par rapport à 2024.

7-Dépenses : Le budget de 2025, estimé à 78,2 Mds de DT, servira à financer les charges budgétaires à hauteur de 76% du total, soit 59,8 Mds de DT et le remboursement du principal de la dette à hauteur de 24%, soit 18,4 Mds.

Les charges budgétaires sont réparties comme suit :

- **les dépenses d'intervention :**
20,5 Mds de DT, soit une augmentation de 4,2%,
- **la masse salariale :**
24,4 Mds de Dt, soit une augmentation de 2,9%,
- **Des dépenses d'investissement :**
5,4 Mds de DT soit une augmentations de 2,9%,

Quant au remboursement de la dette (18,4 Mds), il est réparti entre remboursement de la dette domestique à hauteur de 53% de la dette extérieure à hauteur de 47%.

8-Social :

Le budget a une vocation essentiellement sociale. Il a prévu des mesures révolutionnaires pour les catégories vulnérables et celles qui vivent dans la précarité.

Mention spéciale pour :

- la création d'un fonds pour la protection sociale des ouvrières agricoles,
- la création d'un fonds chômage pour les pertes d'emploi pour des raisons économiques,
- l'exonération de l'impôt sur le revenu en faveur des bénéficiaires des pensions d'invalidité et des pensions d'orphelin.

Ces fonds seront financés, en partie, par une augmentation de 1% du taux de cotisation à la CNSS : 0.5% à la charge du salarié et 0.5% à la charge de l'employeur.

9- Energies vertes :

Des mesures spécifiques sont prévues pour encourager les secteurs d'avenir tels que les énergies vertes. Il s'agit, notamment, de la réduction des droits de douane pour l'importation des panneaux solaires (de 30% à 10%) et de l'institution d'incitations pour l'importation de voitures hybrides équipés a la fois d'un moteur thermique et d'un moteur électrique rechargeable par une source externe.

Au nombre de celles-ci, figurent l'institution d'une TVA de 7%

pour les bus et camions hybrides rechargeables via une source externe d'électricité.

10-Financement de PME et startups

Plusieurs lignes de crédit ont été créées pour encourager l'investissement et la création d'entreprises, abstraction faite d'importantes mesures prises en faveur des sociétés communautaires (chariket Al Ahlia).

Il s'agit, particulièrement, de la création de trois lignes de crédit en faveur des PME et des sociétés innovantes (startups). Ces crédits sont gérés par la Banque tunisienne de solidarité (BTS) au titre du Fonds national de l'emploi pour une durée d'une année, du 1er janvier au 31 décembre 2025.

La première d'un montant de 7 MDT est dédiée à l'octroi de crédits à moyen et long termes. La deuxième d'un montant de 10 MDT est destinée à l'octroi de crédits d'exploitation à des conditions préférentielles. La troisième, d'un montant de 3 MDT est dédiée à l'octroi de crédits participatifs sans intérêt au profit des startups.

Objectif : renforcer leur fonds propres.



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Médicaments

Comment sortir la Pharmacie Centrale de la crise financière ?

Le président directeur général de la Pharmacie Centrale de Tunisie (PCT), Mehdi Dridi, a reconnu que l'institution traverse une crise de liquidités due à l'augmentation de la dette des caisses sociales et des hôpitaux publics à son égard, ce qui l'a contraint à réduire ses commandes en médicaments importés et à prolonger les délais de

paiement de ses fournisseurs étrangers.

Cependant, dans une interview accordée à l'agence TAP, Dridi a estimé que la Pharmacie Centrale peut maintenir ses équilibres financiers et rembourser ses dettes envers les laboratoires internationaux, tout en garantissant

l'approvisionnement en médicaments à condition de mettre en œuvre une série de réformes profondes, telles que la levée de la compensation sur les médicaments ayant un équivalent fabriqué en Tunisie et la rationalisation de la consommation de médicaments dans les hôpitaux.



Pour commencer, pouvez-vous nous donner une idée de la situation financière actuelle de la Pharmacie Centrale de Tunisie ?

La situation financière est difficile en raison de l'augmentation de la dette de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) et des hôpitaux publics envers la Pharmacie Centrale.

À combien s'élèvent ces dettes ?

Le montant total des dettes de la CNAM et des hôpitaux publics est actuellement d'environ 1,1 milliard de dinars, réparti presque à parts égales entre les deux. En 2023, nos dettes auprès de la CNAM s'élevaient à environ 450 millions de dinars, et au cours des dix premiers mois de 2024, elles ont augmenté de plus de 120 millions de dinars.

Quelles sont les répercussions de ces dettes sur les engagements de la Pharmacie Centrale envers les fournisseurs étrangers ?

La dette accumulée a des répercussions directes sur nos engagements envers les fournisseurs étrangers. En effet, la PCT doit plus de 600 millions de dinars aux laboratoires internationaux et enregistre un retard de paiement de 12 à 13 mois.

Y a-t-il un lien entre la crise de liquidités et le manque de certains médicaments ?

Certes, le manque de liquidités oblige la PCT à réduire ses commandes auprès des fournisseurs étrangers et à baisser le stock de certains médicaments non vitaux. En conséquence, nous avons abaissé les stocks à environ un mois et demi pour certains médicaments au lieu de trois mois.

Nous sommes aussi dans l'obligation de ne pas importer des médicaments coûteux commandés et remboursés par la CNAM car leur coût dépasse le budget de la PCT.

«La dette de la CNAM et des hôpitaux met en péril l'approvisionnement en médicaments en Tunisie.»

Certains se plaignent de la pénurie de médicaments vitaux. Que répondez vous ?

Il est vrai que pour certains médicaments, le stock est faible mais l'absence carrément de stock n'est enregistrée que pour un nombre très minime de médicaments et ce, en raison de l'absence de réactivité rapide de la part des fournisseurs internationaux.

Station thermale d'El Khbayet

Le président du conseil régional au gouvernorat de Gabès, Sofiène Agrebi a appelé le ministère du tourisme et les parties concernées à œuvrer pour l'accélération de la réalisation du projet de la station thermale d'El Khbayet à El Hamma-ouest.

Il a ajouté que ce projet, qui s'étend sur une superficie de 240 ha et composé notamment de deux unités thermales, d'une unité hôtelière, un centre sportif, un centre de congrès et des aires de camping, sera parmi les importantes cités thermales en Tunisie.

D'après la même source, la station thermale d'El Khbayet sera spécialisée dans le soins thermaux et dotée d'une capacité d'accueil de 300 mille curistes par an et permettra la création de mille emplois directs et 3200 emplois indirects.

Ce projet sera réalisé sur un bien domanial et bénéficiera des incitations du programme de développement régional intégré.

Toutefois, la PCT travaille en étroite collaboration avec le centre stratégique d'opérations sanitaires (Shoc room) du ministère de la santé, l'agence nationale des médicaments, l'observatoire national des médicaments et la CNAM pour assurer l'approvisionnement du marché en médicaments.

D'ailleurs, la PCT dispose d'un stock stratégique suffisant en médicaments vitaux (comme l'insuline à titre d'exemple) pour une période allant de 6 à 9 mois.

La Pharmacie Centrale recourt-elle aux emprunts bancaires pour rembourser ses dettes envers les laboratoires internationaux ?

Cette solution est possible mais elle ne résout pas le problème. En 2018 et 2019, la PCT avait eu recours aux banques pour réduire ses dettes envers les fournisseurs étrangers mais après quelques années le problème a resurgi puisque la dette de la CNAM et des hôpitaux publics a continué d'augmenter alors qu'aucune réforme radicale n'a été introduite.

Quel est le montant de la compensation prise en charge par la Pharmacie Centrale?


En 2023, le montant de la compensation sur les médicaments pris en charge par

la PCT s'est élevé à environ 190 millions de dinars, et il devrait rester le même en 2024 sachant qu'au cours des cinq dernières années ce montant est resté stable entre 190 et 210 millions de dinars.

Quelles sont les solutions pratiques pour résoudre la crise de liquidités ?

Les solutions sont diverses et multiples pour résoudre cette crise mais il convient de trouver les moyens de leur exécution. Il s'agit par exemple, de réduire le volume de la compensation sur les médicaments non vitaux qui ne nécessitent pas de subvention. Dans ce contexte, l'Etat est appelé à compenser uniquement les médicaments vitaux importés qui n'ont pas d'équivalents en Tunisie.

Il convient aussi d'assurer une gestion plus rationnelle des stocks de médicaments dans les hôpitaux. Par exemple, l'hôpital Habib Thameur a mis en place un système de gestion numérique des médicaments qui a permis de réduire la consommation de près de 50 %.

 **«Les médicaments génériques, une clé pour réduire les coûts et assurer la disponibilité des médicaments.»**

Parmi les autres solutions radicales, la bonne gouvernance des transactions avec la CNAM à travers la mise en place d'un cadre légal clair pour garantir le paiement régulier de la PCT afin qu'elle puisse honorer ses engagements financiers envers les fournisseurs étrangers et assurer la disponibilité des médicaments.

La promotion de la production pharmaceutique en Tunisie et la sensibilisation des médecins et des citoyens à la nécessité de consommer les médicaments génériques produits en Tunisie ainsi que l'amélioration des méthodes de négociation directe pour l'achat de médicaments auprès des firmes internationales en dehors des appels d'offres sont aussi des solutions efficaces permettant de résoudre la crise financière de la PCT.

Le projet de loi de finances pour 2025 propose une exonération des taxes sur les médicaments importés. Que pensez-vous de cette proposition ?

Cette mesure pourrait, selon nos experts, permettre à la Pharmacie Centrale d'économiser environ 40 millions de dinars, mais elle n'est pas une solution radicale. D'ailleurs, cette mesure n'encourage pas la production locale puisqu'il serait plus

judicieux de lever la compensation sur les médicaments ayant un équivalent en Tunisie et d'engager des réformes radicales pour préserver les équilibres financiers de la PCT.

Comment évaluez-vous le secteur de l'industrie pharmaceutique en Tunisie ?

C'est un secteur prometteur mais l'investissement dans la recherche et le développement reste limité. Il est nécessaire de promouvoir davantage la production de médicaments innovants et de vaccins pour atteindre l'autosuffisance et accéder aux marchés extérieurs, notamment en Afrique.

A noter que dans une déclaration précédente à l'agence TAP, le PDG de la PCT avait indiqué que le taux de pénétration des médicaments génériques et biosimilaires en Tunisie est estimé à 55% alors que ce taux atteint les 80 voire les 90% dans les pays riches.

“La gestion des stocks de médicaments dans les hôpitaux doit être optimisée.”

Mehdi Dridi avait qualifié la consommation tunisienne de médicaments génériques de faible.

«**Nous nous orientons vers la prescription des médicaments en DCI (dénomination commune internationale) de façon à donner au pharmacien la possibilité de substituer directement**».

Selon le responsable, dans le cadre du partenariat avec la banque mondiale et l'organisation mondiale de la santé (OMS), la politique de financement des médicaments en général est en cours de révision.

Selon la même source, des études pharmaco économiques ont prouvé que rien que rémunérer le pharmacien pour la dispensation d'un médicament générique diminue d'une façon très conséquente et donne des outils au pharmacien pour sensibiliser le malade ce qui aura systématiquement un impact positif sur la réduction des coûts des médicaments et la garantie de leur disponibilité ainsi que sur l'ensemble du système de santé.



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

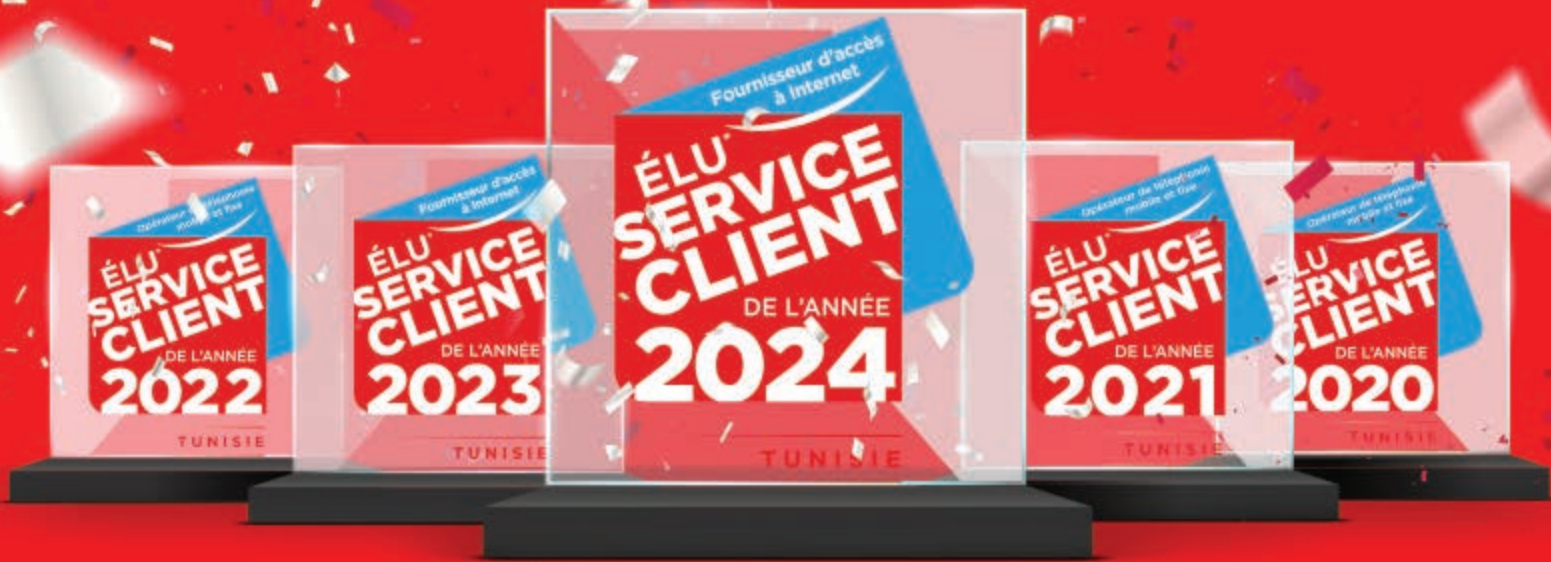
CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

ياو موش نرمال

SERVICE CLIENT

PHÉNOMÉNAL

5 مرّات
على التوالي



ooredoo
طور عالمك

Fathi Hanchi DG de l'ANME

DecarboMed , un tournant pour la décarbonation en Méditerranée ?



Le point avec Fathi Hanchi, quelques semaines après la tenue de la première édition de DecarboMED, le Forum Méditerranéen de la Décarbonation

Des résultats immédiats après DecarboMed 2024 ?

Notre ambition est d'accompagner la dynamique mondiale de la décarbonation sachant qu'il y a une forte dynamique de la part, des gens des grandes entreprises internationales en termes de neutralité carbone à l'horizon 2050. J'explique : la chaîne de valeur équivaut en moyenne à 92% des émissions d'une entreprise et toutes les institutions s'accordent à dire qu'il faut user de toutes les technologies et leviers possibles pour lutter contre le changement climatique.

La décarbonation, dois-je le rappeler, représente un enjeu de compétitivité important pour les entreprises. Les entreprises tunisiennes à 60% exportatrices doivent dès maintenant

26 ans à l'ANME, ce n'est pas peu ! Fathi Hanchi a rejoint l'Agence nationale de Maîtrise de l'Energie 13 ans après sa création. Pur produit de l'Agence, convaincu jusqu'à la moelle de l'importance de développer les nouvelles énergies pour réduire la dépendance énergétique de la Tunisie, le DG de l'ANME

est fermement engagé dans sa bataille pour concrétiser les objectifs de l'État tunisien visant à renforcer la production des différentes énergies renouvelables avec pour but ultime des économies importantes sur les factures énergétiques du pays, des ménages et des entreprises !

préparer la transition vers un développement à bas carbone.

Nous avons organisé ce forum pour rassembler tous les acteurs nationaux et régionaux qui œuvrent pour la décarbonation et nous avons constaté un grand potentiel de coopération internationale et de réseautage que nous pourrions exploiter.

Le lead de l'ANME et de la Tunisie dans le domaine de la décarbonation a été apprécié et approuvé par les différents acteurs nationaux et internationaux. Ce n'est pas gratuit. Ils ont réalisé par eux-mêmes, les prédispositions de la Tunisie, État, écosystème et tissu industriel pour le développement des énergies renouvelables (E.R) et la réduction de l'usage des énergies fossiles.

Donc, il fallait en premier lieu organiser ce forum qui a abouti sur une vingtaine de recommandations dont la principale est l'usage des leviers de financement pour accélérer la démarche de décarbonation.

Pour les entreprises tunisiennes et celles de la région méditerranéenne particulièrement installées dans la rive sud, la question la plus importante n'est pas celle de la technologie mais plutôt les leviers financiers.

En Tunisie, malheureusement le coût financier de l'investissement dans les énergies durables est exorbitant. L'idée aujourd'hui est de trouver le moyen de mettre en place un système de financement accessible et favorable pour accompagner la démarche décarbonation de milliers d'entreprises engagées dans la transition énergétique et le développement durable.

C'est une démarche qui exige des financements importants. Donc, après le Forum, qui, a été, une réussite d'après les échos dont nous avons eu vent, nous avons entamé des discussions avec nos partenaires à propos du levier de financement.

Nous préparons aujourd'hui notre participation à la COP 29 et nous profiterons de notre présence à cet évènement international pour soulever de nouveau la question des financements auprès de nos partenaires classiques et des bailleurs de fonds internationaux. Nous ambitionnons la mise en place d'un revolving fund en Tunisie. Il s'agit de créer un nouveau fonds ou de transformer le fonds de transition énergétique en un fonds destiné à financer les mesures de décarbonation par des crédits octroyés à des taux encourageants ainsi que des subventions directes.

Il y a aussi la possibilité de mixer les crédits bancaires avec des

crédits venant du Fonds de Transition énergétique (FTE) mais ce n'est pas suffisant en termes de ressources parce que les fonds du FTE ne suffisent pas pour satisfaire les besoins de toutes les entreprises.

L'idée est d'adjoindre d'autres ressources au fonds existant ou de créer un fonds spécifique d'accompagnement. Et là, nous visons précisément les PME. Les grandes entreprises ont une capacité de mobilisation des Fonds même à l'international.

Concrètement, comment comptez-vous récolter des fonds?

Nous avons d'ores et déjà entamé les discussions avec les partenaires classiques de la Tunisie, bien entendu, l'Union européenne mais aussi dans le cadre du projet power Tunisia, les États-Unis.

Nous discutons aussi avec le PNUD sur des plaidoyer communs et nous comptons profiter de la COP29 pour présenter notre démarche à un large éventail de financeurs potentiels. Il y a un point important à souligner est que la première édition de DecarboMED sera suivie d'une deuxième en Algérie et il y a des demandes de l'Italie de la France pour organiser les troisième et quatrième édition.



Ambassadrice de l'année

La Chambre de commerce nationale américano-arabe (NUSACC) a décerné le prix de "Ambassadeur de l'année 2024" à l'ambassadrice de Tunisie à Washington, Hanène Tejouri Bessassi.

"Ce choix est dû à la contribution remarquable de la diplomate tunisienne au renforcement des relations commerciales entre les États-Unis et le monde arabe, a précisé la Chambre, dans une déclaration publiée sur son site le 31 octobre dernier.

Hanène Tejouri Bessassi, première femme à la tête de l'ambassade de la République tunisienne aux États-Unis, occupe ce poste depuis octobre 2021.

David Hamod, président-directeur général de la Chambre de Commerce arabo-américaine a déclaré que l'ambassadrice tunisienne a joué un rôle essentiel dans la consolidation du partenariat entre la Tunisie et les États-Unis, à un moment où la région MENA vit de grands changements.

Elle s'est employée à expliquer les défis auxquels la Tunisie fait face et à recenser les opportunités aux décideurs politiques américains, permettant ainsi d'apporter plus de stabilité aux relations entre les deux pays, a-t-il ajouté.

Donc le Forum fera le tour de la Méditerranée ce qui nous incite à creuser la réflexion sur la nécessité de la création d'un Fonds méditerranéen pour financer la décarbonation dans la région. La proposition commence à faire du chemin puisqu'à chaque fois que nous en parlons avec nos partenaires, nous trouvons du répondant.

Vous pensez que vos partenaires passeront rapidement de la réflexion sur la création du fonds à sa réalisation ?

Nos partenaires ont d'ores et déjà déclaré qu'ils vont mettre les moyens financiers nécessaires pour appuyer les démarches de décarbonation des pays tiers. L'UE avec le "mécanisme d'ajustement carbone aux frontières" (MACF) compte mettre en place des lignes de financement destinés aux pays tiers pour les accompagner dans la démarche de décarbonation.

Ce qu'il faut, c'est que nous, nous concevons des projets bien étudiés, argumentés et convaincants à leur proposer. Un fonds méditerranéen serait utile d'autant plus que les pays de la rive sud de la Grande Bleue sont engagés dans la lutte pour la réduction des gaz à effet de serre.

Il y aura des discussions sérieuses ces mois-ci et l'année prochaine sur cet aspect et en termes de timing, je crois qu'en 2025, il y aura des prises de décisions s'agissant de cet aspect.

La Tunisie précurseur dans la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables est aujourd'hui à la traîne par rapport à ses voisins. L'Algérie, dont le pays regorge de ressources minières, commercialise d'ores et déjà l'hydrogène vert, l'Égypte et le Maroc ont beaucoup avancé dans la production des E.R ? Comment rattraper tous ces retards ?

Je ne suis pas d'accord avec vous. La Tunisie a certes pris du temps mais c'est pour bien étudier ses choix. Le modèle de la Tunisie, n'est pas celui de l'Algérie ou encore celui du Maroc ou de l'Égypte.

Les prochaines années montreront la pertinence de nos choix. Voyez vous si nous comparons les coûts et les prix des kilowatts, nous sommes deux fois moins chers que l'Égypte et de très loin moins chers où les prix sont 5 fois plus chers que nous.

C'est vous dire à quel point, l'aspect social est important pour nous, nous ne voulons

pas produire des E.R pour ceux qui ont les moyens mais les démocratiser à travers des prix abordables.

Le Maroc est le premier pays à avoir une force de frappe importante dans les E.R mais il continuera à payer un prix exorbitant d'ici 20 ans. L'Algérie, elle, possède une grande force de frappe financière, elle a acheté des centrales toutes prêtes et rapidement opérationnelles, je parle là de 2 GW au comptant pour une réalisation qui ne dépasse pas les 12 mois.

S'agissant de la Tunisie, l'idée est de réaliser aujourd'hui ce que nous avons planifié. Nous avons programmé des installations et l'idée est d'accélérer leur réalisation. Je pense que d'ici fin 2025, nous assisterons à un décollage rapide de notre de notre programme E.R, les dernières signatures pour la construction de centrales photovoltaïque le prouvent. La volonté politique y est et c'est capital.

Qu'en est-il du cadre réglementaire ? Est-ce qu'il est encourageant ? Lorsque nous savons les entraves d'ordre foncier pour l'installation des centrales photovoltaïques ou encore les problèmes de raccordement avec le réseau de la STEG et celles pour le développement de l'éolien ?

La dernière publication au JORT (Journal officiel) concernant les projets qui vont de 1 à 10 mégawats lancés dans le cadre du régime d'autorisation et dans lesquels l'État tunisien fixe les tarifs. Je considère que c'est une avancée dans l'actualisation du cadre réglementaire car grâce à cette approche, nous allons pouvoir couvrir tout type d'investissement. C'est à dire, soit vous participez avec votre propre tarif où vous participez avec un tarif fixe et bien sûr vous pouvez choisir d'investir dans une centrale produisant jusqu'à 10 MW.

Donc, notre cadre réglementaire est évolutif et peut être amélioré au fur et à mesure du développement du secteur des E.R. Il y a aussi des réflexions sur l'autoproduction, d'autres sur des projets qui peuvent être portés par une société de projet ou SPV soit le « Special Purpose Vehicle », c'est-à-dire une entité légale détenant les actifs au sens comptable d'un projet : accès au foncier, installations et équipements, contrat de vente d'électricité, contrats de maintenance, assurances ou fonds propres et ce dans le cadre de la loi transversale.

Toutes ces évolutions et la démarche progressive du cadre réglementaire stimuleront le

développement du secteur E.R dans notre pays.

Aujourd'hui, le foncier n'est plus une entrave, si vous voulez investir dans une centrale photovoltaïque, vous n'avez plus besoin d'un papier sur le changement de vocation du terrain et rappelez vous c'était une grande contrainte pour les opérateurs dans le secteur.

Le ministère est en train de mettre en place un cadastre des terres qui pourraient abriter des centrales photovoltaïques destinés aux investisseurs dans le secteur. Bien sûr il y a aussi tout un programme de renforcement du réseau conduit par la STEG, qui permettra d'absorber la production des E.R.

Pouvons nous parler d'une posture plus souple de la STEG par rapport à d'autres producteurs d'électricité ?

Je ne peux pas vraiment vous répondre mais la question de la mise en place d'un régulateur à l'instar de ce qui a été fait dans les télécommunications est très avancée.

Nous pouvons même parler de phase finale de mise en place et donc nous sommes tous convaincus que ce soit le ministère de Tutelle ou les



Les BRICS

Le bloc des BRICS, historiquement composé de cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a accueilli six nouveaux membres début 2024 (l'Argentine, l'Égypte, l'Iran, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis) et a récemment octroyé un statut de « pays partenaires » à treize autres nations (l'Algérie, la Biélorussie, la Bolivie, le Cuba, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Malaisie, le Nigeria, la Thaïlande, la Turquie, l'Ouganda, l'Ouzbékistan et le Vietnam). Cette décision, prise lors du sommet à Kazan, marque une première étape vers un éventuel élargissement de l'alliance.

Ces pays partenaires pourront participer aux initiatives du groupe, avec la possibilité d'intégrer officiellement les BRICS à une date ultérieure. Cet élargissement souligne la volonté des BRICS de diversifier leurs partenariats économiques et de promouvoir un équilibre mondial plus inclusif, en offrant aux pays émergents une meilleure représentativité dans la gouvernance internationale.

Pour les pays partenaires; cette coopération est une opportunité de renforcer leurs échanges commerciaux et leurs investissements, notamment grâce à leurs ressources naturelles.

Vladimir Poutine a également proposé l'émission de billets des BRICS, dans le but de réduire la dépendance aux devises occidentales et de promouvoir l'usage des monnaies locales.

différents acteurs, y compris la STEG qu'il est nécessaire, aujourd'hui, d'avoir un régulateur pour optimiser le secteur. Être orienté développement est gratifiant pour tout le monde.

Mettre en place un régulateur neutre permet de protéger le consommateur, de développer et d'optimiser les ressources du secteur en préservant les droits et prérogatives des uns et des autres. Ce fût le cas dans les Télécoms.

Qu'en est-il de la synergie entre les acteurs publics et privés, vous êtes dans le partenariat ou la guerre des prérogatives et des postures ?

La majeure partie de l'investissement dans les énergies renouvelables s'agissant des différents régimes est et sera réalisée par le secteur privé. Donc, nous ne pouvons pas nous permettre d'être dans une relation verticale. Tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant s'est fait en concertation permanente avec le secteur privé.

D'ailleurs, vous avez dû le constater, lors du Forum DecarboMED, l'organisation a été parrainée par l'ANME et l'UTICA. Notre client final est l'UTICA et ce en termes de réduction des propres charges des entreprises ou de la mise en place d'un

programme d'investissement à vocation commerciale.

Tout ce que nous faisons est réalisée en étroite collaboration avec l'UTICA et cette approche de concertation et de travail mutuel a donné ses fruits. Très souvent nos propositions coïncident et sont rapidement adoptées par les deux parties.

Qu'en est-il des ménages, ne trouvez vous pas que le recours aux E.R reste au dessus de leurs moyens ?

Encore une fois, je ne suis pas d'accord avec vous. Nous avons démarré en 2010, mais le décollage s'est fait réellement en 2015. Après huit ans, 100.000 ménages ont installé des panneaux photovoltaïques pour presque 300 MW d'installations. Ceci reflète que tous ces ménages y trouvent leur compte car lorsqu'ils font leurs calculs s'agissant des dépenses énergétiques, ils réalisent qu'ils ont fait des économies.

Aujourd'hui si je ne dispose pas de fonds propres, je m'équipe en photovoltaïque et je couvre le prêt accordé grâce à la réduction de ma facture d'électricité, en réalité j'ai gagné sur tous les fronts, c'est vous dire.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali

نبنيو معاكم طموحاتكم مع قرض سكن UBCI



للمزيد من المعلومات، اتصلو بنا على 70 000 050



La Tunisie peut-elle sortir de la crise de la dette grâce à une réforme de sa banque centrale?



Entraînant une injection de liquidités dans l'économie par le biais des paiements effectués par le Trésor Public,

et une augmentation de la masse monétaire (hausse des dépôts à vue et/ou des billets en circulation*). On reproche à cette approche l'encouragement, si la banque centrale n'est pas remboursée, à un laxisme budgétaire et des risques de tensions inflationnistes. Cela ne sera pas le cas affirme Zied Ayoub, initiateur du projet de loi pour la révision des statuts de la BCT : "Il y a un seuil à ne pas franchir s'agissant d'accorder des prêts à l'État et des limites bien définies dans le projet de loi. Aucun risque sur la masse monétaire ou d'inflation".

Entretien avec Zied Ayoub, expert financier :

Si la proposition de loi est adoptée, quel sera son impact immédiat et à plus long terme?

J'avais préconisé que l'on rembourse les crédits extérieurs en puisant dans les réserves en devises en contrepartie d'un titre de créance à long terme entre la banque centrale et l'État tunisien. Ceci a déjà été fait**. Il y a eu énormément de critiques à ce sujet, on disait que cela provoquerait l'inflation, ferait baisser le dinar, réduirait la notation souveraine de la Tunisie

et sa crédibilité.

Cependant, le résultat a été nettement positif : le rythme de l'inflation a nettement décéléré, passant de 10% à 6,7%, et le taux de change s'est stabilisé et pourrait encore s'améliorer. Nous avons désendetté l'État en nous abstenant de recourir à un autre crédit, cassant ainsi la spirale du surendettement et ouvrant la voie à une nouvelle méthode de régularisation des dettes de l'Etat.

Concernant les agences de notation, notre notation baissait continuellement parce que nous n'avions pas changé de modèle de financement de nos dettes, réglant nos dettes par de nouvelles créances, ceci a été nettement réduit.

Le remboursement des dettes par de nouveaux crédits aurait amené le pays tôt ou tard à la faillite, c'est la raison pour laquelle on baissait continuellement notre notation. Nous avons démontré que nous pouvions avoir un nouveau moyen de remboursement, ce qui donne de l'espoir.

L'amélioration de notre notation de deux grades, passant de CCC- à CCC+, en est la preuve. Nous ne résoudrons certainement pas le problème du jour au lendemain, mais nous avons fait un bond significatif.

Par contre, nous avons compensé

nos besoins en financements par l'endettement intérieur, impactant le financement de l'économie en puisant dans l'épargne nationale. Toute l'épargne nationale bancaire est orientée vers le financement du trésor

«La réforme de la Banque centrale tunisienne, une bouffée d'air frais pour l'économie.»

public, ce qui explique pourquoi les banques n'accordent plus de crédit. Nous aurons quand même un problème au niveau de l'endettement intérieur, risquant de nous retrouver dans une situation de blocage et d'insolvabilité.

Nous avons deux choix : soit maintenir un TMM très haut pour collecter l'épargne et financer le trésor public et dans ce cas, cela va impacter négativement le financement de l'économie, soit abaisser le TMM pour relancer l'économie et dans ce cas, nous aurons les fonds nécessaires pour financer le trésor public. La nouvelle loi offrira un cadre réglementaire global qui gèrera aussi bien l'endettement extérieur qu'intérieur de manière arbitrée, c'est-à-dire en harmonisant la politique monétaire et budgétaire. Nous dégagerons ainsi l'économie tunisienne du fardeau financier et



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

aurons des fonds pour financer l'économie. Les fonds déboursés pour les intérêts seront investis dans l'infrastructure et des opérations d'ordre social, comme les hôpitaux, les universités et le transport. Cela impulsera l'économie de manière extraordinaire et offrira à la Tunisie la souveraineté qu'elle souhaite, sans avoir à quémander de prêts.

La Tunisie, a, il est vrai, fermé la porte au FMI, mais l'Etat a aussi contracté des prêts auprès d'autres bailleurs de fonds, à court, moyen et longs termes avec des taux d'intérêt exorbitants. Vous trouvez équitable que l'on fasse hériter aux prochaines générations un fardeau aussi lourd ?

On ne peut pas nier qu'il y a une nette amélioration. Nous contractons toujours des crédits, mais il y a une nette diminution du financement du trésor par le recours à l'emprunt extérieur. Il ne faut pas oublier que depuis 2011, nous contractons un montant de crédit correspondant à 80% du montant du service de la dette. Et maintenant, combien cela représente ? 10% ? Il y a aussi une confusion : il y a des lignes de financement et non des crédits qui ont été accordés. La plupart des crédits ne sont pas d'un montant très élevé et financent des projets. Cela étant dit, je ne les défends pas.

«En finir avec la spirale de l'endettement : la solution tunisienne.»

On ne finance pas des projets, il y a des prêts qui financent le budget de l'Etat, d'autres qui vont au remboursement du service de la dette, en fait ce ne sont pas des prêts pour relancer l'économie et améliorer l'investissement, le dilemme : est-ce qu'on va sortir de ce cercle grâce à vos propositions ?

Justement, le financement direct de février 2024 par la banque centrale n'a résolu qu'une partie du problème. Cela prouve que c'est insuffisant et que ça ne va pas le régler une bonne fois pour toutes. C'est du rafistolage. D'où la nécessité de modifier complètement la loi et d'offrir un cadre juridique homogène dans la gestion de la dette, qu'elle soit intérieure ou extérieure.

Si cette loi est adoptée, quelle sera son impact sur la BCT ? Les problèmes de l'Etat seront résolus mais qu'en est-il de la banque centrale ? Assurera-t-elle son rôle de préservation des équilibres monétaires ?

En fait, l'activité de financement du trésor public est très réglementée par cette loi. Le montant du financement direct par création monétaire non géré

par la BCT qu'autorise cette loi est plafonné uniquement à 1% du PIB (on ne peut aller jusqu'à 2 ou 3% qu'après avis de la BCT et vote à l'assemblée).

A rappeler que nous avons un très bon ratio masse monétaire sur PIB, qui est de 80%.

Nous avons beaucoup de marge par rapport à d'autres pays, qui ont des ratios de 122% ou de 113,4% comme le Maroc ou la Jordanie, la moyenne mondiale étant aux alentours de 140%.

«La Tunisie peut-elle se libérer de l'emprise des créanciers internationaux?»

Bien sûr, ces 1% vont servir au remboursement du service de la dette qui n'est pas détenue par la banque centrale, ce qui va permettre un désendettement et, à long terme, diminuer l'inflation. Parmi ces 1%, une partie peut être orientée vers le financement de l'amélioration de l'infrastructure et des équipements de l'État (Titre II du budget).

D'ailleurs, le rôle des banques centrales est de créer de la monnaie pour financer les besoins des banques, qui à leur tour financent les projets des entreprises privées et l'économie. Qu'est-ce qui détermine la création monétaire ? (l'étalon-or



Voitures administratives

Pour une bonne information sur la rationalisation des dépenses de l'Etat, c'en est vraiment une. Et pour cause, les fameux bons d'essence dont les fonctionnaires de l'Etat et surtout les chauffeurs du secteur public usent et abusent, avec la complicité des agents des stations de service, seront remplacés bientôt par des cartes à puce.

La démarche est simple: chaque fois qu'un conducteur d'un véhicule administratif verse du carburant, les données seront automatiquement communiquées à l'administration par le biais d'un système de suivi numérique mis en place à cet effet.

Toutes ces indications ont été fournies par le contrôleur général des domaines de l'État et des affaires foncières et coordinateur général des équipes conjointes de contrôle des véhicules administratifs, Mohamed Bouhlat.

Le responsable, qui intervenait sur les ondes de la radio nationale, a souligné que des sanctions sont prévues à l'encontre des concernés en cas de ravitaillement excessif et injustifié.

Il a affirmé que la valeur des bons est estimée à 360 dinars par bénéficiaire, qui peut en utiliser une partie pour la voiture administrative et une autre pour sa voiture personnelle, précisant que le quota de carburant peut être considéré comme une partie du salaire.

n'existe plus depuis longtemps), c'est la création de la valeur ajoutée. Pourquoi la création de valeur ajoutée par création monétaire ex-nihilo dans les investissements de l'État devient elle problématique alors que pour les privés, il n'y a aucun problème?

Cela provient de certains dogmes imposés dans le monde entier pour favoriser le surendettement des pays, leur enlever leur souveraineté monétaire.

Actuellement, une fois que nous aurons adopté cette loi, les taux d'intérêt vont baisser. Cette loi va nous exempter d'un besoin d'endettement qui pourrait varier entre 15 et 20 milliards de dinars, voire plus, ce qui représente pratiquement 20% du budget de l'État et régler notre problème de financement.

Les fonds qui devaient aller vers le trésor vont rester auprès des banques, qui auront de la marge pour assurer leur rôle, c'est-à-dire financer la création de valeur auprès des entreprises privées.

Nous allons réintroduire des objectifs comme la croissance économique et le maintien du taux de change à la banque centrale, qui aura ainsi un cadre juridique pour s'activer et défendre les intérêts économiques du pays.

Nous allons diminuer le montant des intérêts versés par le trésor

public chaque année, qui seront réorientés vers le financement de la relance de l'économie tunisienne. D'ailleurs, le nouvel amendement de la loi prévoit un article qui correspond à la mise en place d'une ligne de financement des fournisseurs de services et de biens tunisiens à l'État, qui ont déjà fourni ces services et n'ont pas été payés.

Cela a été déjà fait avec la BCT, on a dégagé des fonds pour couvrir les dettes des BTP, il y a eu un accord entre le ministère des finances, la fédération des BTP, et la banque centrale, et cela a marché ?

Il y a déjà un article sur les mesures d'accompagnement, qui prévoit cela, et à part cet article c'est un remboursement accéléré pour les entreprises qui sont encore en activité pour relancer leurs activités.

Amel BelHadj Ali

• **Lire**

***** Le 25 janvier 2024, le Conseil des ministres a approuvé un amendement au statut de la Banque centrale l'autorisant à accorder un prêt exceptionnel de 7 milliards de dinars à l'État, sans intérêts, sur une période de dix ans, avec une période de grâce de trois ans***



Walid Erray

Head of Data science & Artificial Intelligence
du DataLab et de l'IA Factory Group au Crédit Agricole

Acteurs de
L'EXCELLENCE
au service de
la Tunisie



Aymen El Ghouli

Responsable du centre de compétences
digitales et d'innovation chez Thales



Dr. Moez Limayem

Président de l'Université de North Florida



La Banque mondiale tire la sonnette d'alarme

les prix des matières premières pourraient rebondir en cas de conflit

"Les prix mondiaux des produits de base en 2025, devraient tomber à leur plus bas niveau depuis 5 ans, dans un contexte de surabondance de pétrole si importante qu'elle limitera probablement les effets sur les prix d'un conflit plus large au Moyen-Orient. Néanmoins, les prix globaux

des matières premières resteront supérieurs de 30 % à ce qu'ils étaient au cours des cinq années précédant la pandémie de COVID-19", selon le dernier rapport "Commodity Markets Outlook" (Perspectives des marchés des matières premières) de la Banque mondiale.

"L'an prochain, l'offre mondiale de pétrole devrait excéder la demande de 1,2 million de barils par jour en moyenne, un chiffre qui n'a été surpassé que deux fois auparavant, lors des mesures de confinement liées à la pandémie de 2020 et de l'effondrement des cours en 1998".

"Cette nouvelle surabondance de l'offre reflète en partie un changement majeur en Chine, où la demande de pétrole a pratiquement stagné depuis 2023. En outre, plusieurs pays qui ne font pas partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ou de ses alliés (OPEP+) devraient accroître leur production. L'OPEP+ elle-même maintient d'importantes réserves — 7 millions de barils par jour —, soit près du double du niveau constaté en 2019, à la veille de la pandémie".

"Entre 2024 et 2026, les cours mondiaux des produits de base devraient chuter de près de 10 %. Les prix des denrées alimentaires devraient reculer de 9 % cette année et de 4 % supplémentaires en 2025 avant de se stabiliser, mais ils resteront supérieurs de près de 25 % à leur niveau moyen sur la période 2015-2019".

Pour les prix de l'énergie, "les prévisions indiquent un fléchissement de 6 % en 2025 puis d'encre 2 % l'année suivante. Si cette double baisse devrait permettre aux banques centrales de maîtriser plus facilement l'inflation, une escalade des conflits armés risque de compromettre cet effort en perturbant l'approvisionnement en énergie et en faisant grimper ses prix ainsi que ceux des denrées alimentaires".

« La chute des cours des matières premières et l'amélioration des conditions d'approvisionnement peuvent constituer un amortisseur contre les chocs géopolitiques, explique Indermit Gill, économiste en chef et vice-président senior du Groupe de la Banque mondiale. Cependant, ces facteurs ne contribueront guère à atténuer les difficultés liées au coût élevé des denrées alimentaires dans les pays en développement, où la hausse de ces prix est deux fois supérieure à celle observée dans les économies avancées. En raison des prix élevés, des conflits, des phénomènes météorologiques extrêmes et d'autres chocs, plus de 725 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2024 ».

Le rapport anticipe ce qui pourrait arriver si "le conflit au Moyen-Orient s'intensifiait d'ici la fin de l'année" : ainsi, "une possible réduction de l'offre mondiale de pétrole de 2 %, soit 2 millions de barils par jour, entraînerait des perturbations d'une ampleur comparable à celles provoquées par la guerre civile en Libye en 2011 et la guerre en Iraq en 2003. Si une situation similaire devait se reproduire, les prix du Brent augmenteraient fortement dans un premier temps, pour atteindre un pic de 92 dollars le baril. En revanche, les producteurs de pétrole qui ne sont pas touchés par le conflit

pourraient rapidement réagir à une telle hausse des cours en augmentant leur production. Par conséquent, la flambée des prix pourrait être relativement brève et le cours du pétrole s'établir en moyenne à 84 dollars le baril en 2025".

« La bonne nouvelle, c'est que l'économie mondiale semble être en bien meilleure forme qu'auparavant pour faire face à un choc pétrolier important, déclare Ayhan Kose, économiste en chef adjoint de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives. Cela offre de rares opportunités aux décideurs politiques des économies en développement : premièrement, la baisse des prix des matières premières peut constituer un complément utile à la politique monétaire pour ramener l'inflation vers les objectifs ; deuxièmement, ces responsables disposent là d'une occasion de réduire les subventions coûteuses allouées aux combustibles fossiles ».

De son côté, le prix moyen de l'or, placement de choix pour les investisseurs en quête d'une « valeur refuge », devrait atteindre un niveau record cette année, avec une hausse de 21 % par rapport à la moyenne de 2023. Le prix des métaux industriels devrait rester stable en 2025-2026.



Pourquoi l'or explose-t-il ?

Les tensions géopolitiques relancent-elles la fièvre de l'or ?

L'or a récemment atteint des sommets historiques, porté par une forte demande dans un contexte d'incertitudes politiques et de tensions géopolitiques croissantes. Aujourd'hui, l'or se négocie à 2790 dollars l'once, tandis que les contrats à terme COMEX de décembre ont dépassé pour la première fois la barre des 2800 dollars. Cette hausse est portée par une demande croissante pour l'or en tant qu'actif d'investissement, dans un contexte d'incertitudes politiques et économiques, et de tensions géopolitiques élevées.

En 2022, la demande mondiale d'or a progressé de plus de 5

%, dépassant les 1300 tonnes et atteignant une valeur record de 100 milliards de dollars. Les investisseurs et les fonds négociés en bourse se tournent à nouveau vers l'or, marquant un regain après plusieurs trimestres de ventes.

Sur le front géopolitique, la proximité des élections américaines alimente les discussions de cessez-le-feu au Moyen-Orient, mais les négociations entre Israël et le Hamas semblent peu probables avant le scrutin, tandis que les tensions entre Israël et l'Iran menacent de nouvelles escalades. Cette instabilité,

combinée à des perspectives économiques américaines mitigées – comme la baisse des offres d'emploi – renforce la demande pour l'or, considéré comme une valeur refuge.

En raison de ces facteurs et de l'incertitude liée aux élections américaines, le prix de l'or pourrait continuer à progresser, profitant de la baisse du dollar et de la montée des risques géopolitiques et économiques.

(Source: D'après l'Analyse des tendances du marché de l'or et des tensions géopolitiques par Samer Hassan, analyste chez XS.com)



Aides françaises au développement

huit des dix premiers pays bénéficiaires sont européens

Dans un article sur les aides françaises au développement, le CERMF (Centre d'étude et de réflexion sur le Monde francophone) examine la politique de la France et révèle une prédominance des financements accordés aux pays de l'Union européenne, notamment ceux d'Europe orientale, au détriment des nations du monde francophone.

En 2022, sur les 24,1 milliards d'euros d'aides au développement publiques françaises, seuls 20,1 % ont été alloués au monde

francophone (soit environ 4,8 milliards d'euros), tandis que 37,2 % ont bénéficié aux pays de l'UE, en particulier à ses 13 États membres orientaux. La Pologne, par exemple, reste le premier bénéficiaire avec 2,2 milliards d'euros, soit quatre fois plus que le premier pays francophone, la Côte d'Ivoire.

Cette politique suscite de vives critiques, l'auteur la qualifiant de "peu francophonophile" et de contraire aux intérêts économiques et géopolitiques de la France. Il met en lumière les avantages d'une coopération

accrue avec le monde francophone, notamment en Afrique, où les liens linguistiques et culturels faciliteraient des relations commerciales plus fructueuses. Les données montrent que la France conserve une position commerciale relativement favorable dans les pays francophones d'Afrique, avec une part de marché de 9,6 %, bien au-delà de sa part dans l'UE-13, estimée à seulement 2,9 %.

L'auteur plaide pour un recentrage des aides françaises en faveur des pays francophones,

estimant qu'une telle politique serait plus avantageuse pour la France en termes de retour sur investissement économique et de rayonnement culturel. Selon lui, investir dans l'Afrique francophone permettrait non seulement d'améliorer l'image de la France, mais aussi d'accroître l'apprentissage et l'influence de la langue française dans ces régions dynamiques, en forte croissance démographique.

Enfin, le document souligne l'absence de réelles perspectives de changement dans la politique

d'aide actuelle, perçue comme trop axée sur une obsession "européiste". Ce choix est présenté comme irrationnel dans un contexte où l'Europe, en particulier les pays de l'UE de l'Est, tendent à privilégier les intérêts de partenaires économiques comme l'Allemagne et les États-Unis, plutôt que ceux de la France. Au contraire, la majorité des nations francophones partagent de nombreux points communs avec la France en matière de politique étrangère et pourraient devenir des alliés stratégiques.

L'auteur conclut que cette répartition des aides au développement française est non seulement contre-productive mais affaiblit la position de la France au niveau international. Il exhorte donc les autorités à redéfinir leur stratégie pour favoriser davantage les pays du monde francophone, afin de renforcer les relations diplomatiques, commerciales et culturelles dans les régions qui, selon lui, offriraient un retour sur investissement bien supérieur pour la France.





Mehdi Doghri

Co-Fondateur de la startup Tuniso-Londonienne
«Save Your Wardrobe» et Co fondateur de «216 Capital Fund»

Acteurs de
L'EXCELLENCE
au service de
la Tunisie



Dr. Imed Zitouni

Directeur d'Engineering chez Google



Mouna Aouri

Fondatrice et CEO de Woomentum Singapore

Le générique et le biosimilaire seraient la niche qui va booster les exportations



Selon les conclusions d'une étude stratégique élaborée par le ministère de la santé, le secteur des médicaments génériques et biosimilaires pourrait devenir, moyennant quelques prérequis, un secteur exportateur de premier choix.

D'après Nadia Fenina, directrice générale de l'unité de promotion de l'investissement et de l'exportation des services de santé au ministère de la Santé, le secteur qui exporte déjà pour 300 MDT chaque année, pourrait porter ce chiffre, à 1,400 milliard de dinars par an, et ce, d'ici quatre ans. C'est manifestement

une nouvelle manne de devises à promouvoir.

Il s'agit d'un projet réalisable au regard du potentiel dont recèle la Tunisie en matière d'industrie du médicament.

La Tunisie dispose, actuellement, de 3168 médicaments génériques et 46 biosimilaires made in Tunisia. "Plus de 20% des médicaments fabriqués en Tunisie sont exportés vers de nombreux pays, notamment la Libye, les pays d'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Europe", a révélé Nadia Fenina

Pour atteindre les objectifs

fixés par la stratégie précitée, plusieurs prérequis doivent être assurés.

Il s'agit entre autres de la réduction des délais d'octroi de l'autorisation de mise sur le marché (AMM), de l'ajustement des prix et du renforcement de la communication.

Mieux, Fenina a révélé que le ministère s'apprête à mettre en place un cahier des charges pour la création d'entreprises privées dédiées à l'exportation de médicaments et de produits de santé.

Et pour ne rien oublier, rappelons qu'un médicament générique est fabriqué à partir de la même molécule qu'un médicament déjà autorisé, dit médicament de référence et dont le brevet est tombé dans le domaine public.

Quant au médicament biosimilaire, c'est un médicament qui, comme tout médicament biologique, est produit à partir d'une cellule, d'un organisme vivant ou dérivé de ceux-ci.

ABS



Le ministère du tourisme supprime les obstacles à l'investissement

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Sofiene Tekaya a souligné, vendredi, à Mahdia, que son département se fixe la priorité de lever les obstacles entravant la réalisation des projets touristiques.

En visite au gouvernorat de Mahdia, le ministre s'est rendu sur les sites de certains projets bloqués pour prendre connaissance des différents obstacles entravant leur parachèvement. Il a examiné avec les différents intervenants, les meilleurs moyens de les relancer.

"La coordination avec les autorités régionales et locales permet d'apporter l'efficacité nécessaire aux efforts de promotion de l'investissement touristique dans les différentes régions du pays", a-t-il déclaré à cet effet.

Il a appelé les investisseurs à opter pour le secteur touristique qui dispose d'un fort potentiel d'évolution et d'une grande diversité de produits, étant donné la richesse du patrimoine culturel, naturel et historique des différentes régions.

Le ministre a également appelé les acteurs du secteur touristique à réunir les conditions nécessaires pour garantir la réussite des saisons touristiques qui s'étendent sur toute l'année.

Evoquant le tourisme saharien, il a rappelé que le gouvernorat de Tozeur s'apprête à accueillir, au début de l'année prochaine, la première édition du Salon International du Tourisme Saharien et Oasien avec la participation de professionnels et d'artisans de plusieurs pays.

De son côté, le directeur général de l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT), Helmi Hassine, a indiqué dans une déclaration au correspondant de l'agence TAP à Mahdia, que le nombre de touristes ayant visité la Tunisie a enregistré, durant les dix mois de 2024, une hausse de 7,4% par rapport à la même période de 2023.

Et d'ajouter que le nombre de tunisiens établis à l'étranger ayant visité la Tunisie a également connu une augmentation de 7,5% à fin octobre 2024.

Selon lui, tous les indicateurs du secteur ont connu une évolution positive, précisant que ceux de la période restante sont "prometteurs".

*WIFAK BANK renforce l'expansion de la taille de son réseau
et annonce l'ouverture de sa nouvelle Agence*

« Agence WIFAK BANK Grombalia »



des financements, des plans d'épargne, des services de transfert d'argent, des opérations à l'international et bien plus.

A travers, ce nouveau point de contact, WIFAK BANK, confirme l'orientation accordée à l'expérience client comme un indicateur de performance et de création de valeur ajoutée et veille à fédérer ses clients autour d'une expérience unifiée, fluide, personnalisée et leur propose le conseil et l'accompagnement nécessaires.

L'agence « WIFAK BANK Grombalia » est équipée d'un DAB pour permettre aux clients d'effectuer les opérations de retrait d'argent 7jours/7 et 24h/24 ainsi que des écrans dynamiques pour communiquer sur les cours de change, les produits et services et d'autres informations utiles.

Toute l'équipe de WIFAK BANK sera honorée de vous accueillir dans sa nouvelle agence « WIFAK BANK Grombalia » et espère vous compter parmi sa nouvelle clientèle.

WIFAK BANK ambitionne de renforcer son positionnement de Banque Islamique, partenaire d'excellence et démontrant un engagement fort à contribuer au financement de la croissance et du développement dans divers secteurs de l'économie. Elle envisage ainsi une expansion progressive de la taille de son réseau durant les années à venir avec une couverture élargie du territoire et une amélioration continue de la présence géographique par zone et par gouvernorat.

A cet effet, WIFAK BANK annonce l'ouverture officielle de sa 47ème agence « Agence WIFAK BANK

Grombalia », sise à Avenue Habib Bourguiba, Grombalia à partir du jeudi 24 octobre 2024.

Cette nouvelle ouverture, vient renforcer la présence de WIFAK BANK dans la région du Cap Bon et représente une marche en avant vers une couverture élargie du territoire afin de rapprocher davantage la banque de ses clients (particuliers, TRE, professionnels et entreprises), de répondre à leurs attentes et de leur offrir des produits et services adaptés conformes aux principes de la finance islamique : des solutions digitales sécurisées, des cartes, des comptes, des offres, des placements et investissements,

Carte Assurances

un leader de l'assurance-crédit en Tunisie



L'assurance-crédit protège les entreprises contre les risques d'impayés de leurs clients. Cette protection couvre les pertes financières dues à des difficultés de paiement, des faillites ou d'autres événements imprévus.

Depuis près de vingt ans, Carte Assurances s'est positionnée comme leader du marché tunisien de l'assurance-crédit avec plus de 20% de part de marché

Grâce à une stratégie innovante et un service client irréprochable, Carte Assurances a su construire et maintenir des relations durables avec ses assurés.

Une assurance-crédit à double

volet : local et international

Carte Assurances ne limite pas sa couverture à des transactions internationales, elle propose également une assurance pour les créances locales.

Toutes les ventes à crédit entre les entreprises, qu'elles soient d'origine industrielle ou commerciale, pourraient être couvertes par la garantie crédit de Carte.

Avec une exposition atteignant un million de dinars sur quelques milliers d'acheteurs tunisiens ou étrangers, Carte Assurances permet à ses assurés une gestion efficace de leurs portefeuilles en leur offrant une protection

robuste et fiable.

Un engagement fort envers la satisfaction client

La satisfaction client est au cœur des priorités de Carte Assurances. Une enquête récente menée en interne révèle que 70 % des assurés se déclarent satisfaits à très satisfaits des services offerts par la compagnie.

Ce taux de satisfaction élevé reflète l'engagement constant de la Compagnie à fournir des solutions d'assurance-crédit adaptées aux besoins spécifiques de ses clients.

Face aux défis économiques actuels, et aux différents changements législatifs, Carte Assurances reste résolue à accompagner les PME en Tunisie. La compagnie se concentre sur la sécurisation des flux financiers et la création d'un climat de confiance favorable aux échanges inter-entreprises.

En anticipant les besoins spécifiques des PME, Carte Assurances affirme son rôle d'accompagnateur et soutient activement leur croissance et leur pérennité.



Mehdi Labassi
Chief Technology Officer chez Carrefour Links

Acteurs de
L'EXCELLENCE
au service de
la Tunisie



Imen Maaroufi
Entrepreneure et fondatrice de la startup
Américaine de santé numérique (Digital Health)



Dr. Nabil El Kadhi
Expert futuriste en éducation

L'ATB certifiée ISO 27001

Engagement fort pour la sécurité des services d'e-banking



effectuer des paiements et gérer leurs finances via ATB Net et ATB Mobile, en toute confiance. La banque assure la protection de leurs données sensibles grâce à une gestion rigoureuse de la sécurité de l'information, répondant aux menaces croissantes des cyberattaques.

Cerenouvellement de certification reflète la détermination de l'ATB à améliorer continuellement ses processus et à innover, tout en plaçant la sécurité au cœur de son offre digitale.

Rappelant que depuis son lancement en 2005, ATB Net a marqué le secteur bancaire tunisien, plaçant l'ATB comme la première banque du pays à offrir un service d'Internet Banking. Avec l'ajout d'ATB Mobile quelques années plus tard, la banque poursuit aujourd'hui sa trajectoire en tant que leader de la transformation digitale, tout en garantissant un environnement sécurisé pour ses clients.

Pour découvrir tous les détails sur les services [ATB Net](#) et [ATB Mobile](#), visitez notre site web.

L'Arab Tunisian Bank (ATB) annonce le maintien de sa certification ISO 27001, délivrée par TÜV Rheinland. Ce standard international, centré sur la sécurité de l'information, concerne particulièrement les services digitaux ATB Net et ATB Mobile, garantissant ainsi à ses clients une protection optimale de leurs transactions bancaires.

Pionnière dans le domaine de

l'e-banking depuis 2005, l'ATB a toujours été à l'avant-garde des innovations technologiques. Ce renouvellement de certification atteste une fois de plus des efforts de la banque à garantir à ses clients des services bancaires de qualité, sécurisés et conformes aux plus hauts standards internationaux.

Les clients de l'ATB peuvent accéder à leurs comptes,



Ooredoo élue «la marque de l'année 2025» dans la catégorie Opérateur Télécom

Ooredoo Tunisie a obtenu le prix de " la marque de l'année 2025" dans la catégorie Opérateur de Télécommunication, lors de la première édition de la cérémonie « la marque de l'année ». Cette distinction, qui repose sur une étude de marché approfondie basée sur la confiance de la clientèle, vient récompenser la crédibilité, la compétence et la bienveillance que Ooredoo a su instaurer auprès des tunisiens et de ses propres clients.

L'enquête, basée sur les retours directs des utilisateurs de

services télécoms, a confirmé le positionnement de Ooredoo Tunisie en tant que Leader sur le marché. Grâce à une approche centrée sur le client et à un engagement constant pour l'innovation, Ooredoo a su se distinguer et fidéliser sa clientèle. À cette occasion, Mansoor Rashid Al-Khater, CEO de Ooredoo Tunisie, a déclaré : « Ce prix représente une reconnaissance précieuse de notre engagement envers nos clients. Il confirme la robustesse du lien de confiance que nous avons tissé avec eux, et nous pousse à continuer

d'offrir des services innovants et de qualité. C'est une motivation supplémentaire pour viser l'excellence. »

Cette distinction marque une étape importante dans le parcours de Ooredoo, illustrant sa capacité à répondre aux attentes de ses clients tout en offrant des solutions de télécommunications à la pointe de la technologie. Ooredoo Tunisie réaffirme ainsi son engagement à renforcer ses relations avec ses clients et à maintenir son rôle de leader sur le marché.

La BTE et Every GHS présentent des financements verts pour l'agriculture durable au SIAT 2024



La Banque de Tunisie et des Émirats (BTE) participe cette année au Salon International de l'Investissement Agricole et de la Technologie (SIAT 2024), qui se tient du 30 octobre au 2 novembre au Centre des Expositions du Kram. Cet événement majeur, qui réunit les acteurs clés de l'agriculture et de l'innovation technologique, offre à la BTE une plateforme pour renforcer son engagement en faveur d'une

agriculture verte et durable.

Aux côtés de son partenaire stratégique Every GHS, distributeur exclusif de la marque italienne de panneaux solaires Futura Sun, la BTE met en avant, sur trois jours, des solutions de financement vertes conçues pour accompagner la transition énergétique dans le secteur agricole tunisien.

La BTE propose des lignes de financement en leasing dédiées aux agriculteurs souhaitant installer des systèmes de pompage d'eau alimentés par panneaux photovoltaïques. Ces financements visent à simplifier l'accès aux technologies d'énergie renouvelable pour les agriculteurs tunisiens, réduisant ainsi leur empreinte carbone, optimisant leurs coûts énergétiques et améliorant leur autonomie.

En plus de cette offre phare, la BTE et Every GHS présentent une gamme étendue de produits de financement vert, répondant aux besoins en efficacité énergétique des particuliers et des professionnels. Ces solutions englobent divers projets écologiques, depuis l'installation de panneaux solaires pour les habitations jusqu'à d'autres initiatives visant à réduire les émissions de carbone.

La BTE réaffirme son engagement pour la transition énergétique en Tunisie, en soutien aux objectifs nationaux en matière de développement durable.



Ooredoo Tunisie renouvelle son engagement envers l'ATAMCS dans ses efforts de sensibilisation pour la lutte contre le cancer du Sein

Tout au long d'octobre rose, Ooredoo Tunisie a renforcé son engagement en faveur de la sensibilisation pour la lutte contre le cancer du sein, s'associant une fois de plus à l'Association Tunisienne de Soutien aux Malades du Cancer du Sein (ATAMCS) pour lancer une campagne de sensibilisation d'envergure. Cette initiative souligne l'engagement de Ooredoo à soutenir les causes de santé nationale et à promouvoir le dépistage précoce.

Dans le cadre de cette

campagne d'un mois, Ooredoo a diffusé une série de capsules informatives sur ses plateformes de médias sociaux, mettant en avant le Dr Khaled Rahal, Président de l'ATAMCS. Dans ces vidéos, Dr Rahal a répondu à des questions pressantes et à des préoccupations courantes concernant le cancer du sein, fournissant des conseils sur la prévention et le dépistage précoce. Ce contenu collaboratif a constitué une ressource précieuse pour les internautes, leur offrant des informations accessibles provenant d'un

expert médical de confiance.

Pour renforcer davantage l'importance du dépistage précoce, Ooredoo Tunisie, en collaboration avec l'ATAMCS, a organisé un événement de dépistage gratuit le 20 octobre 2024 au Centre Culturel de Manzah 6. L'événement a attiré un nombre significatif de participants, avec de nombreuses personnes bénéficiant de dépistages et de consultations fournies par des médecins spécialisés. L'initiative a offert un espace sûr et informatif

pour permettre aux gens d'en apprendre davantage sur leur santé et la prévention du cancer du sein.

Ooredoo a également soutenu le "Marché Rose" annuel de l'ATAMCS, un événement conçu pour collecter des fonds et sensibiliser au cancer du sein. Ce partenariat met non seulement en avant la solidarité de Ooredoo avec la cause, mais encourage également la communauté élargie à rejoindre la lutte contre le cancer du sein.

En plus de ces initiatives sur terrain, Ooredoo a lancé une campagne digitale dédiée, invitant tous les utilisateurs d'Internet à participer. Tout au long du mois d'octobre, tout utilisateur effectuant une transaction en ligne avec Ooredoo était automatiquement inscrit à un tirage au sort pour tenter de gagner des cadeaux. En guise de geste de bonne volonté, Ooredoo a promis de faire don d'un pourcentage des transactions totales réalisées pendant cette période à l'ATAMCS, renforçant ainsi son engagement envers cette cause.

Les efforts d'un mois se sont culminés lors d'une cérémonie spéciale le 31 octobre, au cours de laquelle Ooredoo Tunisie a remis un chèque de don à l'ATAMCS, reconnaissant le rôle inestimable de l'organisation dans le soutien

aux patients atteints de cancer du sein à travers la Tunisie.

« Chez Ooredoo, nous sommes profondément engagés à promouvoir la santé et le bien-être au sein de notre communauté, » a déclaré Mansoor Rashid Al-Khater, CEO de Ooredoo Tunisie. « Notre collaboration renouvelée avec l'ATAMCS reflète notre dévouement à créer des initiatives de santé impactantes et accessibles et à soutenir la sensibilisation au cancer du sein de manière significative. »

Le Dr Khaled Rahal, Président de l'ATAMCS, a exprimé sa gratitude pour l'implication de Ooredoo, déclarant : « Le soutien que nous avons reçu de Ooredoo Tunisie a été déterminant pour sensibiliser et fournir des ressources aux personnes touchées par le cancer du sein. Ensemble, nous avons fait des progrès significatifs pour atteindre le maximum de personnes et diffuser des informations cruciales sur la prévention et le dépistage précoce. »

Alors qu'octobre touche à sa fin, Ooredoo Tunisie reste fermement engagé envers sa responsabilité sociale et son plaidoyer pour la santé. Avec des partenaires comme l'ATAMCS, la société se réjouit de continuer sa mission d'avoir un impact positif sur la santé et le bien-être de la communauté tunisienne.



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



ATB

البنك العربي لتونس



كانك صاحب محل

تجاري ، أخلص بال TPE

واربح

SEJOUR POUR DEUX



Engagement Sociétal

La BIAT célèbre les athlètes Tunisiens médaillés aux mondiaux et aux paralympiques

La BIAT a assisté, en tant que partenaire officiel, à la cérémonie organisée par la Fédération Tunisienne des Sports pour Handicapés, en l'honneur des athlètes ayant participé aux Championnats du Monde d'Athlétisme Handisport 2024 de Kobé et aux Jeux Paralympiques 2024 de Paris.

La BIAT a saisi cette occasion pour féliciter tous les athlètes qui ont brillé sur la scène internationale grâce à leur travail acharné, leur talent et leur détermination à relever tous les défis. Elle a également adressé ses remerciements à la Fédération pour les efforts consentis afin d'encadrer les

athlètes et de les accompagner dans la réalisation de leurs rêves. Par ailleurs, l'engagement de la BIAT dans une nouvelle démarche de responsabilité sociétale pour soutenir le handisport a été mis en exergue. Il a été rappelé que la banque a consolidé son implication dans la vie sportive à travers son partenariat avec la

Fédération Tunisienne des Sports pour Handicapés et le parrainage de trois athlètes en situation de handicap, à savoir Aman Allah Tissaoui, Raja Jebali et Nourhein Belhaj Salem.

Lors des compétitions internationales, les athlètes se sont illustrés par les performances suivantes :

AmanAllah Tissaoui : il a décroché la médaille d'or en battant le record du monde en course 1500 m aux Championnats du monde de para-athlétisme de

Kobe - Japon et la médaille de bronze en course 400m. Aux jeux paralympiques Paris 2024, il a eu la médaille d'or en course 1500 m et la médaille de bronze en course 400 m en battant le record d'Afrique.

Nourhein Belhaj Salem : elle a été classée 5ème aux championnats du monde de para-athlétisme de Kobe - Japon et 7ème aux jeux paralympiques de Paris 2024 pour le lancer du poids.

Raja Jebali : elle a été classée

4ème aux championnats du monde de para-athlétisme de Kobe – Japon et a obtenu la médaille de bronze aux jeux paralympiques de Paris 2024 pour le lancer du poids.

Le partenariat de la BIAT avec la Fédération Tunisienne des Sports pour Handicapés reflète également son engagement pour contribuer à rendre le sport accessible à tous et vise à consolider les opportunités pour que ces athlètes se dépassent et améliorent leurs performances.





Le premier Taxi 100% électrique en Tunisie, est un BYD !

Véritable sensation du moment sur les réseaux sociaux, le premier taxi 100% électrique sillonne désormais les routes de Tunis.

Il s'agit d'une BYD Dolphin, une citadine « fully electric » d'une autonomie de 405 Km, spacieuse et confortable, avec un design qui ne cesse d'attirer l'attention.

La BYD Dolphin adopte un concept visuel inspiré de l'océan. Sa carrosserie à la silhouette sophistiquée et aux contours fluides, arbore un design plein d'assurance et d'élégance, soutenu par un groupe motopropulseur entièrement électrique. A l'intérieur, le

design futuriste de sa console centrale suspendue crée un environnement de conduite moderne et dynamique avec ses garnitures métalliques courant sur l'ensemble du tableau de bord, formant une belle surface incurvée et minimaliste. Le grand écran est le centre d'un univers connecté, intégrant des fonctions vocales intelligentes et des fonctions de voiture connectée qui permettent à l'utilisateur de conduire sans être distrait tout en ajoutant à son expérience des divertissements intelligents.

Dans la dynamique du projet à long terme de BYD, celui de proposer une mobilité alternative et durable, l'axe « Taxi » reste

une donnée très importante du moment où elle s'intéresse au volet « professionnel » du marché de l'automobile. La fiabilité, la sécurité et la robustesse restent des conditions sine qua non, pour un véhicule destiné au transport des particuliers, tous les jours.

Ce taxi 100% électrique de BYD est le premier de plusieurs, un choix avant-gardiste et novateur pour ces professionnels de la route et pour un avenir que nous espérons meilleur, pour tous.

Pour plus d'informations sur BYD en Tunisie, consultez le site <https://byd.tn/>.



ATB

البنك العربي لتونس



Les cartes ATB

كوارط الربح



InstaDeep, le joyau tunisien de l'IA, accélère la recherche de BioNTech

InstaDeep, la startup tunisienne d'intelligence artificielle acquise par BioNTech en 2023 pour plus de 550 millions de dollars, continue de se développer et d'innover.

Depuis le rachat, l'entreprise a renforcé ses capacités en IA pour accélérer la recherche de BioNTech dans le domaine des biotechnologies, notamment en matière de découverte de médicaments et de développement de vaccins.

Parallèlement, InstaDeep poursuit ses activités dans d'autres secteurs, comme l'optimisation industrielle et l'agriculture, en développant des solutions d'IA de pointe.

« Nous sommes stratégiquement alignés avec BioNTech sur les objectifs à poursuivre en matière de biologie et de capacités en bio-IA », a déclaré le directeur d'InstaDeep. « Mais nous avons également une marge de manœuvre et continuons d'être une force dans le domaine de l'IA en Afrique et en général, tout en continuant à développer

des technologies qui repoussent les frontières de l'innovation dans d'autres secteurs verticaux comme l'optimisation industrielle. » A souligné Karim Beguir dans une publication sur techcrunch.com.

InstaDeep a travaillé avec Google DeepMind pour créer un système de détection précoce des épidémies de criquets pèlerins en Afrique. Elle a également collaboré à un projet ambitieux visant à automatiser la planification des trains pour la Deutsche Bahn, le plus grand opérateur ferroviaire d'Europe.

Le Tunisien Anis Bennaceur et Matthias Wickenburg lèvent 14M\$ pour révolutionner la vente avec l'IA via Attention



À propos d'Attention

Attention est une plateforme d'intelligence artificielle de premier plan, destinée à aider les équipes de vente et de revenus à exploiter tout le potentiel de leurs conversations avec les clients. En automatisant l'extraction d'informations exploitables, Attention permet aux entreprises de prendre des décisions éclairées, d'améliorer leurs performances et de stimuler leur croissance.

À propos d'Alven

Alven est une société de capital-risque en phase de démarrage qui investit dans des équipes et des produits de classe mondiale et accompagne les entrepreneurs de l'amorçage à la croissance aux États-Unis et en Europe. Avec plus de 2 milliards de dollars sous gestion, Alven a soutenu plus de 180 équipes au cours des deux dernières décennies, dont de nombreuses success stories telles que Stripe, Algolia, Dataiku, Qonto et Gorgias.

Attention, une plateforme d'intelligence artificielle dédiée aux ventes, vient de lever 14 millions de dollars lors de son tour de financement de série A, sous la direction d'Alven et avec la participation d'investisseurs comme Eniac et 645 Ventures. Fondée par Anis Bennaceur et Matthias Wickenburg, Attention aide les équipes commerciales à exploiter les données des interactions clients via des solutions d'automatisation avancées.

Cet investissement permettra d'accélérer son expansion et d'améliorer ses outils pour automatiser davantage les processus de vente, allant de la capture des conversations clients à l'optimisation des CRM et à

l'analyse des tableaux de bord.

Le succès d'Attention repose sur sa capacité à augmenter la productivité des équipes en automatisant les tâches répétitives, permettant ainsi aux professionnels des ventes de se concentrer sur des missions stratégiques.

Avec des clients renommés comme Crunchbase et Aircall, la plateforme démontre une forte demande pour ses solutions. Matthias Wickenburg souligne la vision de la société d'améliorer continuellement son IA, transformant le secteur des ventes en rendant les équipes plus performantes. Cet investissement vise à consolider le leadership d'Attention dans le marché des ventes automatisées par l'IA.



Réduction des Coûts Énergétiques des Hôpitaux

Bab Saâdoun opte pour le chauffage et refroidissement renouvelable

Le coût de l'énergie de chauffage et de refroidissement, consommée par les hôpitaux à Bab Saâdoun pourrait être réduit de 50%, grâce à un projet de production d'énergie renouvelable mis en œuvre par l'ANME en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du programme d'élaboration

des études techniques et économiques pour l'installation de réseaux de refroidissement et de chauffage des zones dans le complexe sanitaire de Bab Saadoun, "DHC Bab Saadoun", consiste à installer une centrale de chauffage et de refroidissement urbaine (DHC-District heating and cooling), dans cette zone de forte densité, pour garantir une plus grande efficacité énergétique au sein de 17 établissements de

santé, dont 8 grands hôpitaux.

Selon Fathi Hanchi, directeur général de l'ANME, 70% de l'énergie consommée dans les hôpitaux en Tunisie est destinée au refroidissement et au chauffage. Le nouveau réseau de refroidissement ou de climatisation à l'énergie renouvelable fournira une grande quantité d'énergie. Chaque bâtiment sera doté de dispositifs

de climatisation et de chauffage à l'énergie renouvelable, à entretenir. Le réseau sera mis en œuvre en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le projet, qui porte également sur la mise à niveau des équipements en intégrant des nouvelles technologies et l'incorporation de sources d'énergie renouvelables, contribuera ainsi à l'autonomie énergétique des installations

ciblées et à éviter les pertes lors de la production ou le transport d'énergie.

Techniquement, un réseau de chaleur produit et distribue de la chaleur, sous forme de vapeur d'eau surchauffée ou d'eau chaude, à partir d'une ou de plusieurs unités de production. Ces dernières utilisent généralement différentes sources d'énergie primaire pour produire la chaleur parmi lesquelles, le

gaz naturel ou des énergies locales et renouvelables, selon Engie, spécialiste international de la mise en place de ces réseaux. Un système de froid consiste, quant à lui, en une connexion centralisée qui fournit de l'eau glacée pour alimenter un circuit d'air conditionné. En pratique, il est constitué d'équipements de production et de distribution d'eau glacée pour alimenter en froid l'ensemble des bâtiments qui lui sont raccordés.





H O R S - S É R I E



Épargne

Placements

Le Guide
2024

Épargne retraite





Le marché boursier en baisse de 0,03 %

Une semaine en demi-teinte

Le marché boursier a clôturé la semaine sur une note négative, reculant de 0,03 % à 9857,87 points, dans un modeste volume de 5,3 MD, selon l'intermédiaire en bourse, Tunisie Valeurs.

Le titre SMART TUNISIE s'est offert la palme des hausses. En alimentant le marché avec des capitaux de 218 mille, l'action s'est bonifiée de 5 % à 16,960 D.

Le titre SOTEMAIL a figuré parmi les plus grands gagnants de la séance. Sans générer un flux, l'action du spécialiste des carreaux céramiques adossé au groupe ABDENNADHER a progressé de 4,4 % à 1,660 D.

Le titre BTE s'enfonce dans le rouge. L'action de la banque privée a lâché 2,8 % à 3,520, sans drainer des échanges.

Le titre BH a terminé la séance sur une note morose. L'action de la banque publique a abandonné 2,6 % à 12,260 D, dans des échanges anémiques de 5 mille dinars.

CARTHAGE CEMENT a été la valeur vedette de la séance. L'action de la cimenterie publique se maintient à l'équilibre à 2,250 D en alimentant le marché avec des capitaux de 1,2 MD.



Bourse de Tunis

échanges actifs de 27,9 MD malgré l'absence de transactions de bloc

La bourse de Tunis a terminé la semaine du 28 octobre au 1 novembre 2024 sur une note légèrement haussière, grignotant +0,4 % à 9857,87 points. L'indice de référence affiche une performance de +12,7 % depuis le début de l'année, indique l'intermédiaire en bourse, Tunisie Valeurs.

Du côté des échanges, même en l'absence des transactions de bloc, les volumes ont été assez soutenus, totalisant une enveloppe de 27,9 MD, soit un volume journalier moyen de 5,6

MD. Le titre Carthage Cement a été le titre le plus échangé sur la semaine, accaparant 53 % du volume total échangé.

Analyse des valeurs :

CARTAHGE CEMENT a été la valeur vedette de la semaine, affichant la meilleure performance de la semaine. L'action du cimentier s'est bonifiée de +13,1 % à 2,250 D, amassant le plus important flux (14,7 MD) de la semaine.

Le titre MPBS a figuré parmi les plus grands gagnants de la

semaine. L'action du spécialiste en bois a progressé de 6,1 % à 11,140 D, drainant un volume de 1,9 MD sur l'ensemble de la semaine.

Le titre SOTEMAIL s'est retrouvé en queue du peloton. La valeur a perdu -15,7 % à 1,660 D, dans un volume d'échange dérisoire.

Amassant un volume de 2,5 MD, ONE TECH HOLDING a été le deuxième titre le plus échangé de la semaine, accaparant 9,1 % du volume total transigé sur le marché. Le titre s'est délesté de 0,5 % à 8,920 Dt.

Insolvabilité de « Gif Filter »

le tribunal de Grombalia ordonne la liquidation de l'entreprise



"Le tribunal de première instance de Grombalia a prononcé, le 22 octobre, la faillite de la société « Gif Filter » spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de filtres de voitures et implémentée à Grombalia sur la route de Soliman, en raison de son insolvabilité et de l'impossibilité de son sauvetage", a fait savoir, le secrétaire général adjoint du syndicat de base de la société, Sofiene Kabboura dans une déclaration à l'agence TAP.

La cotation des titres «Gif Filter» avait été suspendue à partir du 25 octobre 2024, et ce, dans

l'attente de la publication d'un communiqué par la société, a indiqué la Bourse de Tunis, à la fin de la semaine dernière.

La décision du tribunal implique « la vente de l'usine et des propriétés de cette société, dont une ferme située à proximité de son siège et deux entrepôts à Sfax et Djerba » a ajouté le responsable syndical.

Kabboura a précisé qu'"un syndic de faillite a été désigné pour gérer la cession de l'entreprise et de ses actifs en coordination avec le juge d'entreprise. Les revenus de la cession serviront à rembourser les dettes de la

société envers la recette des finances et la caisse nationale de sécurité sociale, en donnant la priorité au remboursement des montants dus aux employés».

"Employant 150 personnes, l'entreprise était confrontée à plusieurs difficultés et avait mis la clef sous la porte il y a trois ans. Elle a été mise en redressement judiciaire depuis septembre 2022, après que les employés aient porté plainte pour non versement de leurs salaires", a-t-il rappelé.

Selon Kabboura, "deux administrateurs judiciaires ont été désignés pour assurer la gestion de cette entreprise, ajoutant que les tentatives de sauvetage de cette entreprise ont été infructueuses".

Et de souligner que "les efforts fournis par la commission centrale de contrôle des licenciements (CCL) ont permis de régulariser la situation de la moitié des employés qui ont été mis à la retraite pour raisons économiques, sur décision du tribunal".



TUNISAIR

Plus de passagers, réduction de la dette et baisse des dépenses en carburant

Le chiffre d'affaires de la Société Tunisienne de l'Air (TUNISAIR) a légèrement augmenté de 0,5%, à 1,222 milliard de dinars (MD), à fin septembre 2024, en comparaison avec la même période de l'année dernière, c'est ce qui ressort des indicateurs d'activité de la compagnie aérienne, publiés lundi, sur le site de la Bourse de Tunis.

En fait, le nombre de passagers transportés a évolué positivement de 3%, pour se situer au niveau de 1,981 million de personnes, au cours des 9 premiers mois de 2024, contre 1,932 million de personnes, une année auparavant.

La recette moyenne par passager (vols réguliers) a régressé, passant de 513 dinars, à fin septembre 2023, à 501 dinars, en septembre 2024. En revanche, la recette moyenne par heure de vol (charters) a augmenté, passant de 17671 dinars, à 18031 dinars.

Quant au coefficient de remplissage, il demeure stable au niveau de 73,8%. Le transporteur national a enregistré, en outre, une amélioration au niveau de la ponctualité flotte de 12 points, à 48% par rapport aux trois premiers trimestres de 2023 (36%).

Pour ce qui est des charges du personnel, elles ont augmenté de 8%, malgré la baisse de l'effectif de 5%, et ce, en raison des hausses salariales conventionnelles.

Par contre, les dépenses en carburant ont diminué au 3ème trimestre 2024 par rapport à la même période de 2023 de 5,8%, suite à la baisse du prix du baril. S'agissant de l'endettement, il a baissé de près de 7%, suite aux règlements des échéances des crédits en cours et la limitation du recours à de nouveaux crédits.

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

05/11/2024

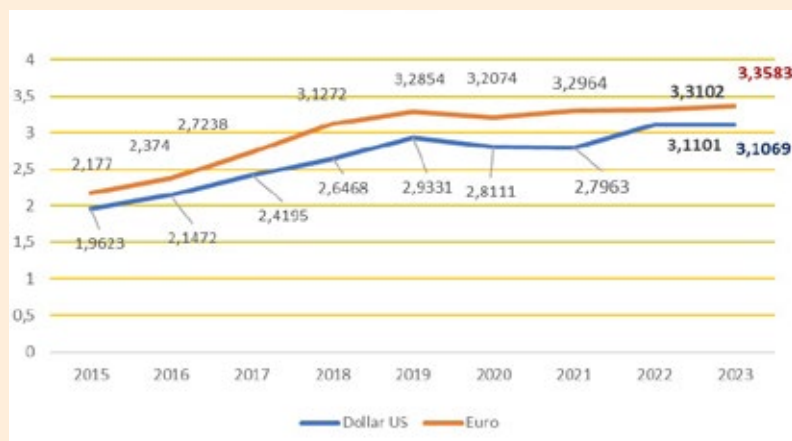
MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2323
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,2293
DOLLAR DES USA	USD	1	3,0925
LIVRE STERLING	GPB	1	4,0185
YEN JAPONAIS	JPY	1000	20,3471
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,1511
FRANC SUISSE	CHF	10	35,8351
EURO	EUR	1	3,3659
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6437
Yuan Chinois	CNY	1	0,4355

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,1300	3,4190
6 MOIS	3,1667	3,4680

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2023



7,99%
TMM
06/11/2024

8,00%
TID
06/11/2024

7,99%
TMM
Septembre 2024

7,00%
TRE
Novembre 2024

24,695
Milliard
Avoirs en devise
06/11/2024

111
Jours
d'importations
06/11/2024



Tunindex

9 857,86

Var. Année **12,65%**
01/11/2024

Tunindex 20

4 370,45

Var. Année **14,24%**
01/11/2024Volume semaine **166,395** Million DTCapitalisation **26,45** Milliard DTPER marché **9,31**
(Septembre)

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	7 329,03	11,87%
8300	Banques	6 797,49	11,42%
8500	Assurances	14 818,33	4,05%
8700	Services Financiers	12 308,52	34,01%
5000	Services aux Consommateurs	3 157,95	5,18%
5300	Distribution	4 975,33	5,18%
3000	Biens de Consommations	8 244,22	17,40%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	10 126,28	16,00%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 642,30	21,70%
2000	Industries	1 827,11	10,12%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	783,26	10,70%
1000	Matériaux de Base	4 758,99	21,87%

+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
CARTHAGE CEMENT		13,07%
TAWASOL GP HOLDING		7,35%
MPBS		6,10%
AIR LIQUIDE		6,08%
TPR		5,26%

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

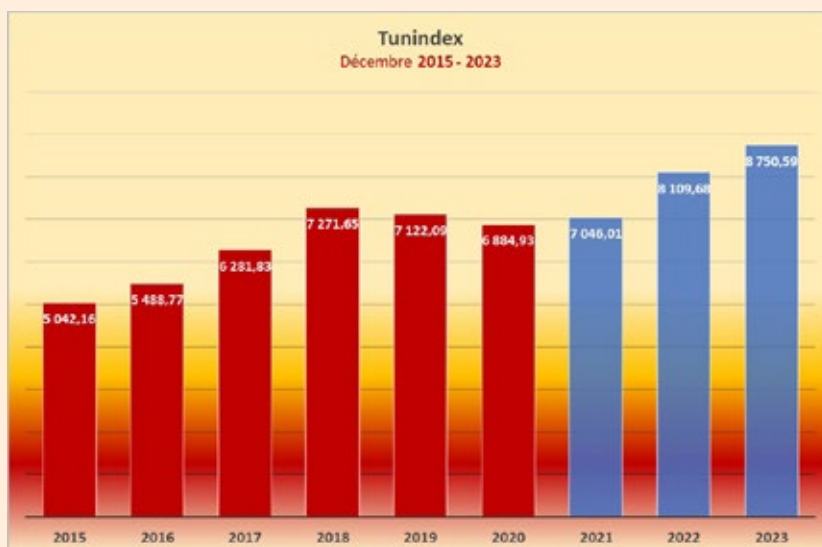
	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOTEMAIL		-12,17%
BTE (ADP)		-12,00%
MAGASIN GENERAL		-5,14%
CELLCOM		-4,57%
BH BANK		-3,16%

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOTEMAIL		-47,13%
SOMOCER		-45,21%
CIMENTS DE BIZERTE		-44,68%
SANIMED		-38,10%
ALKIMIA		-37,52%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
MPBS		107,84%
SOTETEL		79,12%
LAND'OR		61,17%
SIPHAT		46,28%
HANNIBAL LEASE		40,42%



COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		01/11/2024	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2023	Semaine précédente	De la semaine			
SOCIETES FINANCIERES								14 038,362
BANQUES								11 593,028
Amen Bank	5	30 264 000	33,500	43,450	37,800	-13,00%	12,84%	1 143,979
ATB	1	100 000 000	2,700	2,900	2,820	-2,76%	4,44%	282,000
BH Bank	5	47 600 000	11,950	12,660	12,260	-3,16%	2,59%	583,576
BIAT	5	35 700 000	91,900	103,880	103,890	0,01%	13,05%	3 708,873
BNA	5	64 000 000	8,130	7,800	7,800	0,00%	-4,06%	499,200
Banque de Tunisie	1	270 000 000	5,380	5,040	5,040	0,00%	-6,32%	1 360,800
BTE (ADP)	20	1 000 000	4,970	4,000	3,520	-12,00%	-29,18%	3,520
STB	5	155 375 000	3,740	2,770	2,800	1,08%	-25,13%	435,050
Attijari Bank	5	42 000 000	46,140	51,490	50,800	-1,34%	10,10%	2 133,600
UBCI	5	20 001 529	22,500	21,990	21,990	0,00%	-2,27%	439,834
UIB	5	32 560 000	25,900	22,650	22,850	0,88%	-11,78%	743,996
Wifack Bank	5	30 000 000	8,700	8,870	8,620	-2,82%	-0,92%	258,600
ASSURANCES								1 331,101
ASTREE	5	6 000 000	48,500	46,000	46,000	0,00%	-5,15%	276,000
BH Assurances	5	2 660 000	48,750	47,250	47,250	0,00%	-3,08%	125,685
STAR	10	2 307 693	176,700	168,000	171,000	1,79%	-3,23%	394,616
Tunis RE	5	20 000 000	7,200	7,500	7,740	3,20%	7,50%	154,800
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	52,450	50,000	50,000	0,00%	-4,67%	225,000
MAGHREBIA Vie	1	25 000 000	6,040	6,250	6,200	-0,80%	2,65%	155,000
LEASING								707,213
ATL	1	32 500 000	3,600	4,140	4,140	0,00%	15,00%	134,550
BH Leasing	5	7 000 000	3,240	4,020	4,190	4,23%	29,32%	29,330
Best Lease	1	30 000 000	2,000	2,300	2,300	0,00%	15,00%	69,000
CIL	5	7 000 000	19,190	22,370	22,000	-1,65%	14,64%	154,000
Hannibal Lease	5	11 000 000	5,270	7,400	7,400	0,00%	40,42%	81,400
Attijari Leasing	10	2 750 000	16,800	19,100	19,100	0,00%	13,69%	52,525
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	13,000	16,840	17,260	2,49%	32,77%	186,408
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								407,021
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	48,950	46,010	46,010	0,00%	-6,01%	46,010
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	8,500	12,600	12,600	0,00%	48,24%	352,800
Tuninvest Sicar	1	966 000	9,000	8,500	8,500	0,00%	-5,56%	8,211
INDUSTRIES								10 343,399
HOLDING								2 378,960
OneTech Holding	1	80 400 000	8,920	9,870	9,820	-0,51%	10,09%	789,528
Poulina GH	1	180 003 600	8,000	8,700	8,830	1,49%	10,38%	1 589,432
AGRO-ALIMENTAIRE								4 065,780
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	11,700	16,100	16,300	1,24%	39,32%	894,988
LAND'OR	1	13 784 285	6,000	9,670	9,670	0,00%	61,17%	133,294
SFBT	1	247 500 000	12,450	12,000	12,010	0,08%	-3,53%	2 972,475
SOPAT	1							0,000
PHARMACEUTIQUE								239,660
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	3,760	5,480	5,500	0,36%	46,28%	9,900
UNIMED	1	32 000 000	7,480	7,200	7,180	-0,28%	-4,01%	229,760
COMPOSANTS AUTOMOBILE								45,860
ASSAD	1	24 000 000	0,840	0,600	0,610	1,67%	-27,38%	14,640
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,530	0,430	0,430	0,00%	-18,87%	4,531
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,540	4,180	4,180	0,00%	-7,93%	17,589

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		01/11/2024	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2022	Semaine précédente	De la semaine			
CIMENTIER								796,061
Carthage Cement	1	343 624 940	1,970	1,990	2,250	13,07%	14,21%	773,156
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	0,940	0,500	0,520	4,00%	-44,68%	22,905
CHIMIE								364,780
Air Liquide	25	1 637 504	81,120	90,030	95,500	6,08%	17,73%	156,382
ALKIMIA	10	1 947 253	29,770	18,000	18,600	3,33%	-37,52%	36,219
ICF	10	2 100 000	71,400	80,600	81,990	1,72%	14,83%	172,179
INDUSTRIES DIVERSES								2 293,287
AMS								0,000
Euro-Cycle	1	9 801 000	15,950	12,500	12,140	-2,88%	-23,89%	118,984
MPBS	2	10 334 430	5,360	10,500	11,140	6,10%	107,84%	115,126
New Body Line	1	4 250 400	5,300	4,550	4,550	0,00%	-14,15%	19,339
Office PLAST	1	14 662 164	1,220	1,000	1,000	0,00%	-18,03%	14,662
SAH Lilas	1	84 015 979	9,100	10,200	10,180	-0,20%	11,87%	855,283
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	4,400	5,790	5,970	3,11%	35,68%	33,203
SIAME	1	15 444 000	3,820	3,480	3,440	-1,15%	-9,95%	53,127
SANIMED	1,109	12 400 000	1,260	0,750	0,780	4,00%	-38,10%	9,672
SOMOCER	1	40 656 000	0,730	0,400	0,400	0,00%	-45,21%	16,262
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,140	1,890	1,660	-12,17%	-47,13%	57,292
SOTUVER	1	39 254 475	12,000	12,100	12,260	1,32%	2,17%	481,260
SOTIPAPIER	1,09	28 184 091	5,630	5,410	5,600	3,51%	-0,53%	157,831
SOTRAPIL	5	4 138 200	14,950	14,800	14,800	0,00%	-1,00%	61,245
TPR	1	50 000 000	4,970	5,700	6,000	5,26%	20,72%	300,000
IMMOBILIER								77,213
SIMPAR	5	1 100 000	35,010	34,400	34,400	0,00%	-1,74%	37,840
SITS	1	15 600 000	1,700	1,980	1,980	0,00%	16,47%	30,888
ESSOUKNA	1	5 050 500	1,500	1,680	1,680	0,00%	12,00%	8,485
TECHNOLOGIE								81,800
AETECH	1	2 223 334	0,330	0,290	0,290	0,00%	-12,12%	0,645
TELNET Holding	1	12 130 800	7,700	6,430	6,690	4,04%	-13,12%	81,155
SERVICES								1 504,759
DISTRIBUTION AUTOMOBILE								896,617
ARTES	1	38 250 000	6,500	7,550	7,520	-0,40%	15,69%	287,640
CITY CARS	1	18 000 000	12,480	12,370	12,600	1,86%	0,96%	226,800
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,500	10,700	10,840	1,31%	-13,28%	325,200
UADH	1	36 953 847	0,650	0,510	0,500	-1,96%	-23,08%	18,477
STA	1	2 000 000	19,500	18,720	19,250	2,83%	-1,28%	38,500
AUTRES SERVICES								200,534
CELLCOM	1	4 461 532	1,590	2,190	2,090	-4,57%	31,45%	9,325
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,280	0,320	0,320	0,00%	14,29%	3,292
MIP	1	4 398 937	0,140	0,090	0,090	0,00%	-35,71%	0,396
TUNISAIR	1	106 199 280	0,440	0,370	0,380	2,70%	-13,64%	40,356
SMART Tunisie	5	8 677 237	16,530	16,160	16,960	4,95%	2,60%	147,166
TELECOMMUNICATIONS								111,597
SERVICOM	1	11 874 000	0,220	0,240	0,240	0,00%	9,09%	2,850
SOTETEL	5	4 636 800	3,600	6,480	6,450	-0,46%	79,17%	29,907
Tawasol GH	1	108 000 000	0,710	0,680	0,730	7,35%	2,82%	78,840
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								296,011
Sotomag	1	13 200 000	5,080	6,450	6,450	0,00%	26,97%	85,140
Magasin General	1	15 777 070	7,990	7,400	7,020	-5,14%	-12,14%	110,755
Monoprix	2	25 345 736	5,140	3,820	3,950	3,40%	-23,15%	100,116
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i>								25 886,520
source: BVMT								



HORS-SÉRIE



L'Entreprise Digitale

Zone Euro

L'Espagne en Tête de la croissance, l'Allemagne et l'Italie à la traîne au troisième trimestre 2024



La croissance de la zone euro a été nettement plus élevée que prévu au troisième trimestre 2024 avec un PIB en hausse de 0,4% par rapport aux trois mois précédents, grâce à la résistance surprise de l'Allemagne qui a échappé à une récession, a annoncé mardi Eurostat.

Les analystes s'attendaient en moyenne à une croissance de 0,2% entre juillet et septembre, stable par rapport au trimestre précédent, pour les 20 pays partageant la monnaie unique.

L'activité économique de la zone euro a donc progressé régulièrement cette année. De janvier à mars, le produit intérieur brut avait augmenté de 0,3%, selon les chiffres de l'institut européen des statistiques.

Pour l'ensemble de l'Union européenne, la croissance a été un peu moins forte que dans la zone euro au troisième trimestre, à 0,3%, un rythme inchangé par rapport aux deux trimestres précédents.

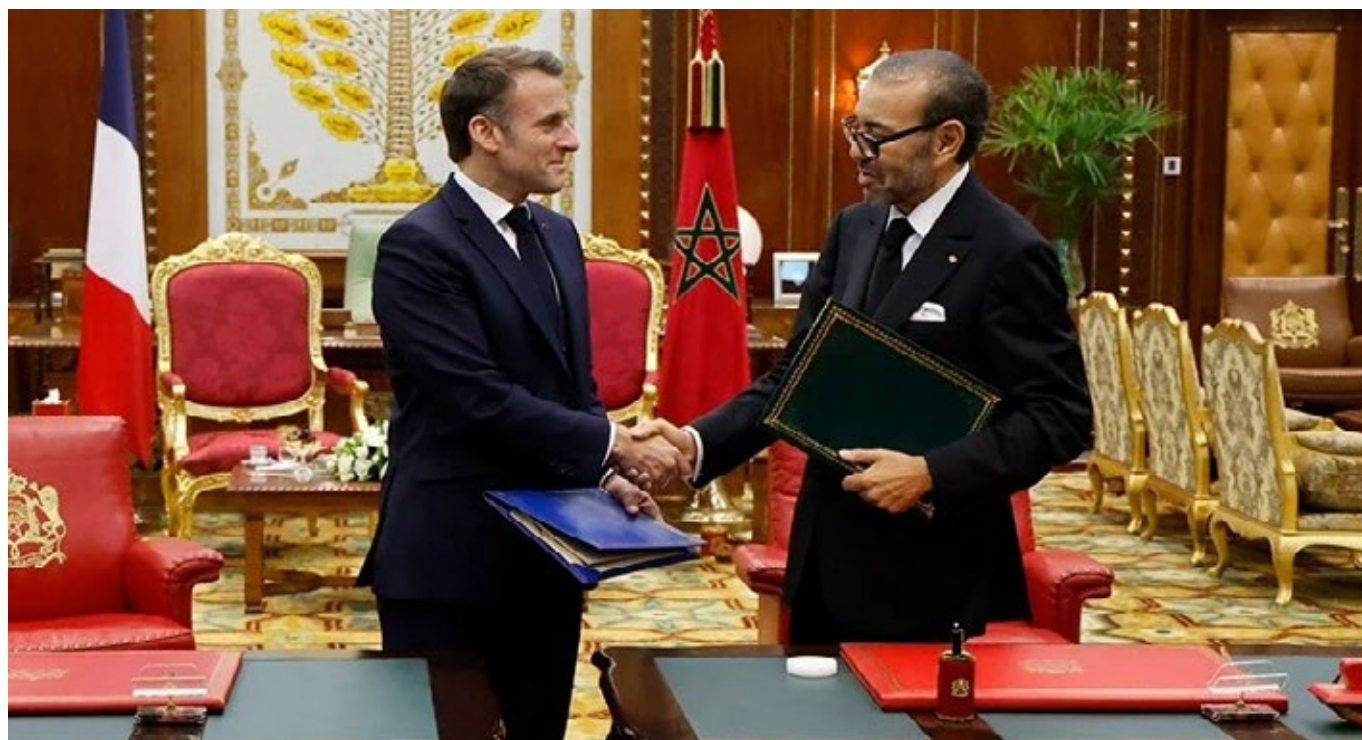
Les divergences entre pays restent très marquées, ce qui

pourrait constituer un casse-tête pour la Banque centrale européenne (BCE) engagée dans un mouvement de baisse des taux alors que l'inflation est en train de revenir sous l'objectif de 2% par an.

L'institution doit définir une politique monétaire adaptée à l'ensemble de la zone euro.

L'Allemagne continue de sous-performer, avec une croissance moitié moindre (0,2%), même si la première économie européenne a créé la surprise en échappant à un chiffre négatif synonyme de récession après un recul du PIB de 0,3% au deuxième trimestre.

L'Italie a enregistré une contre-performance, avec une croissance nulle de juillet à septembre, la France se situe dans la moyenne du bloc au troisième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,4%, tandis que l'Espagne continue de caracoler en tête, son PIB progressant de 0,8%, comme lors des trois mois précédents.



Comment le « partenariat d'exception renforcé » entre le Maroc et la France va-t-il transformer les relations bilatérales ?

La déclaration entre le Maroc et la France représente une étape importante dans le renforcement des relations bilatérales, élevant leur partenariat à un « partenariat d'exception renforcé ».

1. Nouvelle Phase de Partenariat:

Les dirigeants des deux pays, Sa Majesté Mohammed VI et le Président Emmanuel Macron, ont exprimé la volonté de démarrer

une nouvelle phase dans leurs relations, ancrée dans une amitié historique et un partenariat économique et stratégique fort.

2. Objectifs Stratégiques :

Ce partenariat est orienté vers des objectifs stratégiques, incluant :

- **Renforcement des relations politiques et stratégiques** : pour affronter

ensemble des défis globaux.

- **Développement économique** : visant à moderniser les infrastructures et améliorer la cohésion sociale.
- **Promotion des échanges culturels et humains** : consolidant les liens via une francophonie inclusive et les valeurs d'ouverture.



3. Secteurs Clés de Coopération :

Plusieurs secteurs sont identifiés comme prioritaires pour renforcer la coopération :

- Santé et production de vaccins
- Gestion de l'eau et de l'agriculture
- Infrastructures de transport et de mobilité
- Transition énergétique et énergies renouvelables
- Intelligence artificielle, sécurité et défense
- Éducation, recherche scientifique, industries culturelles, sport, et organisation d'événements majeurs.

4. Coopération en Matière de Migrations :

- Les deux pays s'engagent à coopérer étroitement pour gérer les flux migratoires de manière concertée, en luttant contre l'immigration irrégulière tout en facilitant la mobilité légale.

5. Engagement Régional et International :

- L'Afrique, l'Atlantique, les relations euro-méditerranéennes, et le Proche et Moyen-Orient sont au cœur des préoccupations stratégiques des deux pays.

- Ils se sont engagés à collaborer pour résoudre les crises internationales, notamment dans les domaines du climat, de la biodiversité et de la protection des biens publics mondiaux.

6. Suivi et Supervision du Partenariat:

- Un comité stratégique de suivi sera mis en place pour superviser le déploiement du partenariat et s'assurer que les priorités convenues sont respectées.

7. Sahara Occidental :

- La France réitère son soutien au plan d'autonomie sous souveraineté marocaine proposé par le Maroc, qu'elle considère comme la base d'une solution politique durable pour la région du Sahara occidental.
- Ce partenariat s'inscrit dans une dynamique visant à garantir des relations stables et durables, répondant aux aspirations des générations actuelles et futures dans les deux pays, tout en leur permettant de faire face aux enjeux internationaux actuels.

Prix de l'huile d'olive

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche a annoncé que le prix de vente, du litre d'huile d'olive, n'a pas encore été fixé sur le marché local, pour la saison 2024-2025.

Le département de l'agriculture, a souligné lundi dans un communiqué, que l'Office National de l'Huile (ONH) assure actuellement le suivi de l'évolution des prix de l'huile d'olive, qui sont liés au marché international, en coordination avec les services du ministère, afin d'examiner les mécanismes adéquats pour l'appui du programme de la consommation locale de l'huile d'olive extra vierge.

Le ministère a démenti, les informations véhiculées relatives aux prix de vente de l'huile d'olive pour la saison actuelle 2024/2025 et la prise en charge, par l'ONH, de l'approvisionnement du marché local en huile d'olive subventionnée à un prix de 15 dinars/litre.

Le département ministériel a rappelé que l'Office a commercialisé, au cours de la saison 2023-2024, près de 7,5 millions litres de l'huile d'olive extra vierge sur le marché local qui représente près de 25% de la consommation locale, à un prix préférentiel de 15 dinars /litre.



Croissance et stabilité

Analyse des indicateurs économiques du Maroc

Le Maroc, avec une population de 37,4 millions d'habitants en 2022, a un taux d'alphabétisation de 76% et une espérance de vie moyenne de 76,3 ans. Son économie, classée parmi celles de l'Afrique du Nord, affiche un PIB nominal de 130,9 milliards USD pour 2023, et un PIB par habitant de 3.528 USD.

Indicateurs macroéconomiques

La croissance économique du Maroc a atteint 1,3 % en 2022 et est prévue à 2,4 % pour 2023, selon le FMI, tandis que le taux de chômage se situe autour de 12 %. Le pays continue à subir des pressions budgétaires, avec un

déficit budgétaire représentant 4,9 % du PIB en 2023, ainsi qu'un déficit du compte courant de 3,1 %.

Inflation et dettes

Le taux d'inflation annuel s'élève à 5,5 % en 2023. La dette du Trésor s'établit à environ 70 % du PIB, dont une dette extérieure représentant 18 % du PIB. Les réserves de change du Maroc, au niveau d'août 2023, sont équivalentes à 5 mois d'importations.

Relations économiques bilatérales

La France reste un partenaire

économique majeur du Maroc, occupant la position de deuxième fournisseur avec 6,5 milliards EUR d'exportations vers le Maroc en 2022 et de deuxième client avec 6,9 milliards EUR d'importations en provenance du Maroc. Le stock d'IDE français au Maroc a atteint 8,07 milliards EUR en 2022.

En 2023, le Maroc maintient des fondamentaux financiers relativement stables malgré des défis économiques globaux. Ses réserves en devises, le soutien des IDE, et des relations économiques solides, notamment avec la France, demeurent des atouts pour sa résilience économique.



Comment le Maroc finance-t-il sa reconstruction et ses ambitions ?

L'économie marocaine a récemment affronté de nombreux défis, marqués par des chocs internes (séisme, sécheresses) et externes (hausse des matières premières), freinant la croissance à 1,2 % en 2022 et 2,4 % en 2023.

Malgré des pressions inflationnistes fortes (8,6 % en 2022, 7,7 % en 2023), le Maroc a su maintenir ses équilibres macroéconomiques. Cette résilience lui a permis de garantir son accès aux financements,

essentiels pour relever les défis futurs : reconstruction post-séisme, transition écologique et Coupe du Monde 2030.

Historiquement, l'économie marocaine dépend largement de facteurs climatiques, la sécheresse de 2022 ayant entraîné une forte chute de la croissance (de 8 % en 2021 à 1,3 % en 2022). En 2023, une reprise modeste est attendue, soutenue par l'agriculture (+1,5 %) et les activités non agricoles (+2,6 %). Le séisme de septembre a eu un impact limité, grâce à la

réaction rapide des autorités. Toutefois, des taux de croissance plus élevés sont nécessaires pour surmonter les défis socio-économiques.

Les pressions inflationnistes, principalement dues à la hausse des prix des produits alimentaires et carburants, affectent particulièrement les ménages modestes. Pour contenir cette inflation, la banque centrale a maintenu un taux directeur bas (3%), soutenant ainsi la reprise. Cette politique accommodante permet de stabiliser le dirham

malgré les taux élevés aux États-Unis et en Europe, aidé par une reprise du tourisme et les transferts de la diaspora.

Sur le plan financier, le Maroc a renforcé ses recettes fiscales et réduit son déficit budgétaire (5,2% en 2022), maintenant sa dette publique à un niveau viable (69,7% du PIB). Grâce à ces fondamentaux solides, le pays conserve un accès privilégié aux financements internationaux, bénéficiant notamment du soutien du FMI.

En 2023, le Maroc a obtenu une ligne de crédit modulable (5 milliards USD) et un appui via la Facilité de Résilience et de Durabilité (1,3 milliard USD).

Ces ressources sont vitales pour financer la reconstruction, la transition écologique, et la Coupe du Monde 2030, le programme post-séisme étant estimé à 120 milliards MAD sur cinq ans (2024-2028). Quant à la transition écologique, la Banque mondiale estime qu'elle nécessitera environ 7,2 milliards USD par an d'ici 2030.

Ces priorités devront s'articuler avec les réformes sociales engagées, notamment dans l'éducation et la protection sociale, prévues dans le Nouveau Modèle de Développement.

(Source: Document DGT France)



Le Maroc, première destination des investissements français en Afrique

La France reste un partenaire économique majeur du Maroc, malgré l'accroissement de la concurrence dans les domaines du commerce et des investissements. De 2012 à 2019, nos importations en provenance du Maroc ont augmenté de 70,5 % et nos exportations de 18,3 %. La France est désormais le troisième fournisseur du Royaume, détenant 12,2 % des parts de marché derrière

l'Espagne et la Chine (15,6 %). Globalement, les évolutions récentes confirment la montée en gamme des exportations marocaines, davantage orientées vers des produits industriels.

La France maintient son rang de premier investisseur étranger au Maroc, en particulier dans le secteur des services. En 2019, la France est à l'origine de 35 % (10,8 Md€ EUR) du stock total des

IDE reçus par le Royaume. Avec plus de 950 filiales d'entreprises françaises recensées, le Maroc est la première destination des investissements français sur le continent africain. A noter qu'une trentaine d'entreprises du CAC 40 sont présentes au Maroc.

Le Maroc est également le premier récipiendaire des financements de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le monde. La Rencontre de Haut

Niveau du 19 décembre 2019 a confirmé que l'AFD prêterait chaque année 400 M€ au Maroc sur la période 2017-2021, autour de trois axes : le développement du capital humain, la réduction des inégalités territoriales et l'appui des transitions énergétique et écologique. En 2019, les financements octroyés par l'AFD ont atteint 438 M€, dont 400 M€ en prêt, 13 M€ en subvention bilatérale et 15 M€ en subvention déléguée par l'Union

européenne.

Par ailleurs, la France fournit habituellement le premier contingent de touristes étrangers, comme ce fut le cas en 2019, avec 4,2 M d'arrivées (soit 33 % du total des arrivées). La crise de la Covid-19 a fait diminuer drastiquement l'activité touristique en 2020 et 2021.

(Source: France Diplomatie)







Investir en Afrique

Quels sont les pays les plus attractifs ?

Le spécialiste du conseil en gestion des risques, Control Risks, et son partenaire en conseil économique, Oxford Economics Africa, leader dans le domaine des prévisions économiques mondiales et

de l'analyse économétrique viennent de lancer la neuvième édition de l'Africa Risk-Reward Index, voire l'indice risque-récompense de l'Afrique.

Pour l'édition 2024, ce rapport, conçu pour fournir aux responsables politiques, dirigeants d'entreprise et investisseurs, des informations sur l'écosystème d'investissement sur les marchés

clefs d'Afrique, vise à évaluer les rendements et risques associés aux investissements dans un certain nombre de pays africains.

Le climat des affaires jugé défavorable

La Tunisie a été classée 25ème sur un total de 26 pays étudiés avec un score de (-2,05) devant le Zimbabwe (65,52). Ce mauvais score est dû à la note attribuée au volet rendement (3,11) un score plus faible que celle attribuée au volet risque.

La mauvaise note attribuée à la Tunisie à la composante climat des affaires jugé défavorable à l'investissement par le rapport, a été en grande partie à l'origine de ce très mauvais classement lequel reflète la gravité de l'insécurité et de l'instabilité politique qu'a connue le pays ces dernières années.

En dépit de cette contre performance, le rapport prend acte de l'importante progression (+0,51) connue la Tunisie, durant les exercices 2023 et 2024, en matière d'amélioration de l'environnement des affaires.

Cette progression, la 2ème enregistrée parmi les 26 pays étudiés, tire son origine de la diminution du risque (-0,29) et d'une amélioration des opportunités d'investissement (+0,22).

Comment est calculé Risk Reward index

Pour comprendre ces scores et chiffres, en apparence, il est utile de rappeler que l'indice Africa Risk Reward index" se compose de deux sous indicateurs mesurés sur une échelle de 1 à 10.

Le premier évalue les opportunités d'investissement et la capacité des marchés à générer des rendements attractifs pour les investissements (rendement).

Le second mesure la probabilité que des événements défavorables peuvent impacter l'environnement des affaires (risque). Le score global est mesuré par la différence entre les notes attribuées aux deux volets rendement et risque.

Pour revenir aux résultats de cette étude-rapport, les pays offrant les meilleures opportunités d'investissement en 2024 sont le Maroc (+1,18), le Botswana (+0,66), la Tanzanie (+0,45).

Les perspectives sont prometteuses

Globalement, le rapport estime que les perspectives pour l'Afrique sont prometteuses en ce sens où "le rapport est publié à un moment où le continent noir connaît une importante évolution politique générationnelle, un renforcement de la connectivité

continentale, et l'émergence rapide de technologies transformatrices pouvant potentiellement accélérer son développement" .

Et les auteurs du rapport d'ajouter : "Ce tournant majeur présente à la fois des opportunités et des défis pour les entreprises présentes sur les marchés africains, mais aussi des risques exacerbant les fragilités dans certains pays africains.

Au rayon des recommandations, le rapport estime qu'il sera "essentiel pour les parties prenantes de bien comprendre les particularités du marché et d'adopter une vision à long terme - des responsables politiques et investisseurs aux agences de développement et à la société civile - de naviguer dans un paysage en évolution pour obtenir des résultats d'investissement probants en 2024 et au-delà"

Morale de l'histoire : pour le rapport "le climat est donc favorable pour les pays africains et les investisseurs souhaitant investir et développer leurs activités en Afrique".

Abou SARRA



Le cinéma tunisien brille à El Gouna

«Who Do I Belong To» remporte le prix du meilleur film arabe

Le cinéma tunisien s'est distingué à la 7ème édition du festival du Film d'El Gouna (GFF), en Egypte, en remportant deux prix à la compétition officielle et quatre prix pour deux projets de films au programme "CineGouna Funding".

«Who Do I Belong To» de Meryam Joobeur a remporté le prix du meilleur film arabe, ex aequo avec "Thankyouforbanking

with us" de la Palestinienne Leila Abbas. Ce film figurait dans la compétition officielle des longs-métrages de fiction composée de 15 coproductions internationales représentant divers pays.

Le palmarès de cette édition du GFF tenue du 24 octobre au 1er novembre 2024, dans la ville d'El Gouna, a été dévoilé vendredi soir.

«Who Do I Belong To» (titre en

arabe : Mé el Ain) est un drame (120') écrit et réalisé par la Tunisienne, installée au Canada, Meryam Joobeur. Ce premier long métrage de Joobeur est une coproduction de 2024, entre la Tunisie (Tanit Films), le Canada, la France et le Qatar. Meryam Joobeur est auteure de 3 courts-métrages dont Gods, Weeds and Revolutions (2012), Born in the Maelstrom (2017) et Brotherhood (2018). Ce dernier a été nommé aux Oscars 2020 et est lauréat

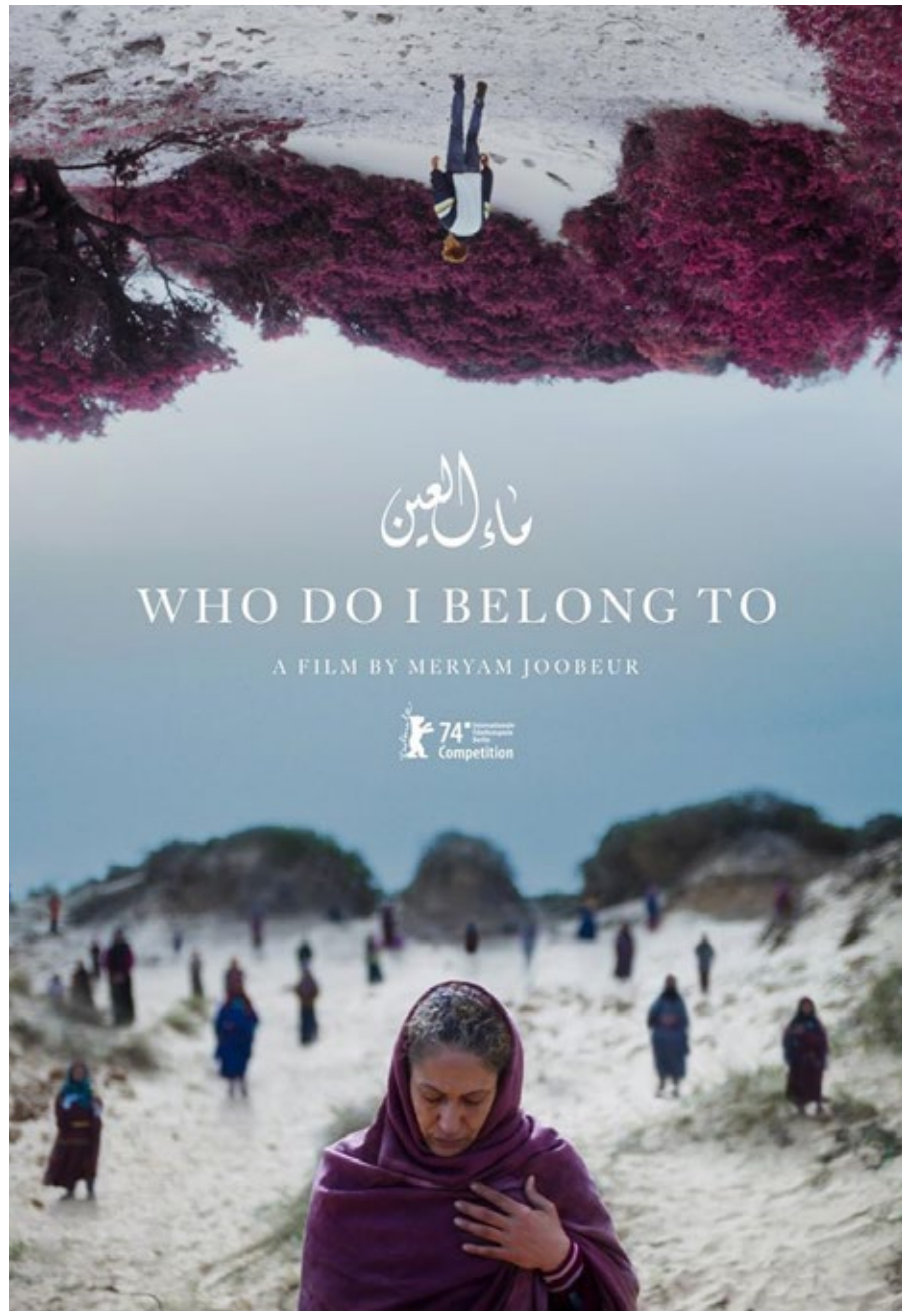
de 75 prix internationaux.

«**Who Do I Belong To**» a fait sa première mondiale au 74ème Festival international du Film de Berlin, «La Berlinale», en Allemagne. Il est lauréat du "Bayard de la meilleure 1ère Oeuvre" du 39è Festival International du Film Francophone (FIFF) de Namur, en Belgique. Il a été récemment présenté dans la Compétition internationale des premiers longs-métrages de fiction, du 68ème Festival du Film de Londres (BFI).

Le casting de «Who Do I Belong To» est composé de Salha Nasraoui, Mohamed Hassine Grayaa, Malek Mechergui, Adam Bessa et Dea Liane.

Synopsis : «Aïcha, une mère tunisienne douée de rêves prophétiques, vit dans une ferme rurale avec son mari Brahim et ses trois fils. La vie d'Aïcha et Brahim est complètement bouleversée après le départ de leurs fils aînés, Mehdi et Amine, à l'étreinte violente de la guerre. Ayant vécu leur vie uniquement pour leurs enfants, Aïcha et Brahim se retrouvent sans fondement et tentent de donner un sens à une nouvelle réalité douloureuse.

Quelques mois plus tard, Mehdi rentre chez lui avec une femme enceinte nommée Reem. Le niqab et le silence de Reem perturbent



profondément Brahim. Aïcha, quant à elle, accueille Mehdi et Reem dans la maison et jure de les protéger à tout prix. Le retour de Mehdi déclenche d'étranges événements dans le village. Aïcha est tellement occupée à protéger son fils qu'elle remarque à peine la peur croissante au sein de la

communauté. Aïcha doit affronter les limites de son amour maternel afin de mettre fin à l'obscurité grandissante».

L'acteur franco-tunisien Adam Bessa a remporté le prix de la meilleure interprétation masculine pour son rôle dans "Les fantômes"



Vols Tunisie - Italie

Tunisair Express a annoncé l'ouverture d'une nouvelle ligne entre Tunis et Catane, en Sicile, à partir du 20 décembre 2024, avec deux vols hebdomadaires les vendredis et dimanches.

Déjà présente à Palerme, la compagnie répond ainsi à une demande croissante des tour-opérateurs pour renforcer le transport touristique entre la Tunisie et la Sicile.

Ce vol facilitera également les déplacements pour les Tunisiens résidant dans la région et les hommes d'affaires. Avec l'ajout d'une fréquence supplémentaire le mardi pour l'été 2025, Tunisair Express portera à trois le nombre de vols vers Catane.

Cette destination devient ainsi le troisième aéroport italien desservi par la compagnie après Palerme et Naples. Les billets sont disponibles sur le site officiel de Tunisair Express et auprès des agences de voyage partenaires.

"Ghost trail" réalisé par le Français Jonathan Millet, qui est le lauréat du prix du meilleur film de fiction, "Golden star award", doté de 50 000 dollars.

"Ghost trail" a fait sa première mondiale au Festival de Cannes 2024, dans la section Semaine de la Critique. Dans ce thriller inspiré de faits réels, Adam Bessa joue le rôle de Hamid, membre d'une organisation secrète qui traque des criminels de guerre syriens vivant en Europe. La quête du jeune homme le mène sur la piste de son ancien bourreau.

Adam Bessa est notamment lauréat du prix "Un Certain Regard", section parallèle compétitive du Festival de Cannes 2017 pour son rôle (Ali) dans "Harka", long-métrage de fiction (90'), écrit et réalisé par l'américain d'origine égyptienne Lotfy Nathan. Tourné dans le Sud tunisien, ce premier long métrage du réalisateur est une coproduction entre la Tunisie, la France, le Luxembourg et la Belgique.

Deux projets de films primés

Les projets de films tunisiens "Le procès de Leila" et "Exil" ont été primés à la 7ème édition du programme "CineGouna Funding", la plateforme de développement de projets et de coproduction du Festival du Film d'El Gouna.

"Le procès de Leila" a eu une subvention en espèces de 10 000 \$ de Shahid. Ce projet est une coproduction tuniso-française réalisée par Charlie Kouka et produite par Cyrine Sellami et Dora Bouchoucha (Nomadis Images). Il s'agit du premier long-métrage de Charlie Kouka qui a été auparavant présenté à la 15e session de La Fabrique Cinéma de l'Institut français au Festival de Cannes 2023.

Deux subventions en espèces ont été attribuées au projet "Exil" réalisé par Mehdi Hmili. Cette coproduction de Moufida Fedhila et Mehdi Hmili a remporté 10 000 \$ du festival d'El Gouna et 5 000 \$ de Sard, en plus de 10 000 \$ de services d'étalonnage des couleurs de Shift Studios.

La liste des lauréats de ce programme dédié au cinéma arabe comprend un total de prix de l'ordre de 400 000 \$ attribués à 21 projets de films. 40 prix sous forme de soutien financier et de services ont été attribués par le Festival du film El Gouna et ses partenaires.

Le Festival du Film d'El Gouna a accueilli cette année une sélection de 71 films de 40 pays, dont 55 longs métrages de fiction et documentaires et 16 courts métrages. Les films réalisés par des femmes représentent 44pc de la sélection.

Kiosque Numérique

HORS-SÉRIES



LEMAG

WEBMAG



REVUES, ÉTUDES
ET DOCUMENTS

AMIRA GHENIM

LAURÉATE DU PRIX DE LA LITTÉRATURE ARABE 2024

الفائزة بجائزة الأدب العربي

Le Prix de la littérature arabe 2024 attribué à Amira Ghenim pour «Le désastre de la maison des notables»

L'écrivaine tunisienne Amira Ghenim a remporté le Prix de la littérature arabe 2024, porté par la Fondation Jean-Luc Lagardère et l'Institut du monde arabe (IMA) pour son roman "Le désastre de

la maison des notables", traduit de l'arabe par Souad Labbize.

Ce prix est l'une des rares récompenses françaises distinguant la création littéraire

issue du monde arabe d'auteurs et autrices s'exprimant en arabe ou en français. La lauréate est autrice d'essais universitaires et de trois romans en arabe dont Le dossier jaune (2019), Le désastre

de la maison des notables (2020) et Terre ardente (2024).

Le nom de la lauréate de cette 11ème édition du prix a été dévoilé à l'occasion d'une cérémonie organisée ce lundi 28 octobre, au siège de l'IMA à Paris. "Les carnets d'El-Razi" du tunisien Aymen Daboussi, psychologue-clinicien-auteur était également parmi les 7 romans dans la sélection officielle représentant la Tunisie, l'Algérie, la Libye, la Palestine et le Liban.

Dans un post publié, lundi soir, sur son compte facebook, Amira Ghenim a exprimé sa joie de remporter ce prix qualifiant "une victoire pour la littérature tunisienne dans sa richesse et sa diversité qu'elle partage avec tous les écrivains tunisiens".

"Le désastre de la maison des notables" est le titre de la traduction française du roman en arabe "Nazelat Dar El Akaber" paru en 2020 aux éditions Meskilani (Tunisie) et Masaa (Canada). Il s'agit du premier roman de l'autrice à être traduit en français.

Ce roman a été traduit en italien par Barbara Teresi sous le titre "La casa dei notabili" (2022, Edizioni e/o). La version anglaise (Calamity of the Nobility) sortira en janvier 2025.

La copie française, composée de 494 pages, est une traduction

de Souad Labbize parue en août 2024 aux éditions Philippe Rey (France) en coédition avec "Barzakh" - Collection Khamsa (Algérie). Souad Labbize est une poétesse, romancière, anthologiste d'expression française et traductrice littéraire algéro-tuniso-française.

Le jury présidée par Pierre Leroy (Administrateur délégué de la Fondation Jean-Luc Lagardère) était composé de Mahi Binebine (peintre et écrivain), Mustapha Bouhayati (Directeur de la Fondation Luma à Arles), Nicolas Carreau (écrivain et chroniqueur littéraire), Gilles Gauthier (ancien Ambassadeur de France au Yémen, traducteur des livres d'Alaa El Aswany), Houda Ibrahim (auteure et journaliste à Radio France Internationale-RFI), Alexandre Najjar (avocat, écrivain, Grand Prix de la Francophonie 2020) et Nathalie Sfeir (Responsable de rayon à la librairie-boutique de l'IMA).

Selon Pierre Leroy, administrateur délégué de la Fondation Jean-Luc Lagardère et président du jury, cette nouvelle édition consacre « un roman intense, entremêlant intrigue familiale et grande Histoire, qui dessine le portrait complexe et tout en nuances d'une Tunisie en pleine mutation. L'ensemble des membres du jury et moi-même saluons par ailleurs la plume unique de l'auteure qui, grâce à un procédé narratif

élaboré, a su donner naissance à une œuvre puissante, portée par une nouvelle collection qui met en lumière la littérature arabophone du Maghreb, encore trop souvent privée d'écho en France », peut-on lire sur le site de l'IMA.

Pour sa part, Jack Lang, Président de l'IMA, a souligné « l'importance de faire rayonner la richesse des cultures du monde arabe, dont la littérature et la poésie sont des modes majeurs. Dans le contexte où la traduction des textes arabophones se raréfie, la mise en lumière des auteurs issus du monde arabe est essentielle et ce prix, également porté désormais par la jeunesse, en est le précieux instrument ».

Créé en 2013 par l'IMA et la Fondation Jean-Luc Lagardère, ce prix, doté de 10 000 € (près de 36 000 dinars), est l'une des rares récompenses françaises distinguant la création littéraire arabe. Elle promeut l'œuvre d'un écrivain ressortissant de la Ligue arabe et auteur d'un ouvrage écrit ou traduit en français. Valoriser et diffuser en France la littérature arabe en plein temps fort de la rentrée littéraire, telle est la volonté des fondateurs de ce prix, qui s'inscrit également dans le travail de fond mené par l'IMA, plus largement, sur ce sujet, avec notamment ses Rencontres littéraires.



"Le désastre de la maison des notables" est finaliste du Prix international du roman arabe, Booker et lauréat du Comar d'Or, en 2021. Il est également retenu dans la short list des romans en lice pour le prix Médecis étranger 2024, devenant ainsi le 2ème roman tunisien à figurer dans la sélection du Médecis, après "La clause Paternelle" (2017, Actes Sud) du tuniso-suédois Jonas Hassan Khmiri, lauréat du prix Médicis étranger 2021. Neuf romans étrangers et dix essais sont en lice pour le prix Médicis 2024 qui est une récompense littéraire française. Les lauréats seront couronnés à l'occasion d'une cérémonie prévue le 6 Novembre prochain dans un restaurant parisien.

Résumé : "Le désastre de la maison des notables" transpose plus de cinquante ans d'histoire tunisienne, de la lutte pour

l'indépendance jusqu'à la révolution de 2011. Dans un pays en pleine ébullition politique, se croisent les destins de deux familles bourgeoises : les Naifer, rigides et conservateurs, et les Rassaa, libéraux et progressistes. Une nuit de décembre, à Tunis, Zbeida Rassaa, jeune épouse de Mohsen Naifer, est soupçonnée d'entretenir une liaison avec Tahar Haddad, intellectuel d'origine modeste connu pour son militantisme syndical et ses positions avant-gardistes, notamment en faveur des droits des femmes. Dans un entrelacement de secrets et de souvenirs, ce roman choral revient sur les répercussions désastreuses de cette funeste soirée. Comme dans un jeu de poupées russes, chaque récit en contient d'autres et renverse la perspective qu'a le lecteur de découvrir ce qui est réellement arrivé à Zbeida Rassaa.



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)



Le Ministère du Sport présente le bilan tunisien aux JO de Paris et une stratégie de préparation renforcée

Une conférence de presse dressant le bilan de la participation tunisienne aux jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, a été donnée ce jeudi, à la maison des fédérations sportives par les directeurs du sport et du sport d'Elite au ministère de la jeunesse et du sport.

La conférence a, également, été l'occasion d'annoncer une nouvelle approche du ministère visant à instaurer une nouvelle relation avec les médias basée sur la transparence et le partenariat. "Le MJS tend aujourd'hui vers l'instauration d'une relation de confiance, de transparence et d'interaction avec les journalistes dans le cadre d'un partenariat visant une meilleure promotion

de l'image du sport tunisien et un soutien au développement du sport d'élite et de ses performances", a déclaré à la TAP, le directeur du sport d'Elite, Mohamed Ben Amor.

S'agissant de la stratégie du ministère quant à la préparation des athlètes tunisiens en prévision des prochaines grandes échéances, notamment, les jeux

olympiques et paralympiques de Los Angeles en 2028 et les jeux africains de la jeunesse 2026 au Sénégal, Ben Amor a assuré que, désormais, la préparation sera amorcée très tôt et mobilisera tous les moyens requis (plus de 51 millions de dinars alloués).

"Désormais, la préparation pour les jeux débutera au lendemain du dénouement de l'édition précédente. Nos athlètes entameront la préparation des jeux olympiques et paralympiques de Los Angeles 36 à 40 mois avant l'évènement, soit début janvier 2025", a-t-il indiqué.

Aussi, a poursuivi le responsable, certaines lacunes sont à pallier pour donner toutes les chances aux sportifs tunisiens de briller et garantir des bilans meilleurs en termes de médailles et de ranking.

Pour ce faire, explique-t-il, toute une stratégie est à prévoir avec entre autres actions, la mise en place d'une cellule de suivi d'évaluation des sportifs olympiques et paralympiques, la relance du système de sélection des éléments susceptibles de se qualifier pour les prochains jeux, l'engagement d'experts en préparation mentale, et la révision des contrats d'objectifs sur la base d'une vision objective et scientifique tenant compte des aptitudes techniques des sportifs tout en veillant à la bonne

application des programmes techniques inscrits auxdits contrats.

Il s'agit, en outre, de mettre en place une cellule de suivi des sportifs d'élite résidant à l'étranger en coordination avec les fédérations sportives, d'intensifier les sessions de formation en faveur des staffs techniques nationaux et d'examiner la situation des entraîneurs de l'élite de manière à ce qu'il soient entièrement à la disposition des athlètes et des programmes de préparation.

Pour ce qui est de la participation tunisienne à l'édition de Paris des jeux olympiques et paralympiques, le bilan a été qualifié d'honorable par le directeur du sport d'Elite malgré une moyenne voire faible représentation (26 chez les valides et 30 chez les para-athlètes).

"Avec 3 médailles olympiques et 11 breloques paralympiques, et des places honorables dans le top 5 et le top 10 pour certains sportifs, la Tunisie conserve sa deuxième place au niveau du continent et de la région arabe derrière l'Algérie", a-t-il fait savoir, faisant remarquer qu'au niveau de l'Afrique la Tunisie est, historiquement, le seul pays à s'être illustré en raflant des médailles dans plusieurs spécialités à la fois.



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



BRAND CONTENT

CONTENU DE MARQUE

BH ASSURANCE

HORIZON

4 Conseils pour bien préparer votre retraite

La fin d'une carrière professionnelle, cela s'articule dès maintenant. Disposer d'une solide épargne, c'est capital en prévision de la retraite. Quel que soit votre profil d'épargnant, il est possible de souscrire à l'assurance Epargne Retraite Horizon de BH Assurance. Un complément de retraite adapté à tous les niveaux de vie avec des opportunités de capitalisation pour fructifier son épargne par des placements financiers à un taux de rendement des plus avantageux.

Pour bien préparer votre retraite, voici donc les 4 conseils à suivre sans plus attendre.

Commencez à épargner au plus tôt.

Par définition, l'épargne retraite ne se constitue pas au tout dernier moment. Dans l'idéal, elle se prépare même sur le très long terme. Il n'est donc jamais trop tôt pour commencer à mettre régulièrement de l'argent de côté pour votre retraite.

Avec Epargne Retraite Horizon, vous pouvez commencer votre plan avec une prise périodique maximale de 50 DT par mois et bénéficier des avantages fiscaux à court et long terme. Ce produit d'assurance vie vous permet de bien fructifier votre épargne sur toute la durée du cycle de vie, tout en bénéficiant également de profits

مفتاح

SMEDI



Le Groupe SMEDI, dont la société mère est SMEDI International (Service Médical International), est une société de services médicaux à capitaux privés fondée en 2007. Présente dans une dizaine de pays, SMEDI s'est imposée au cours de la dernière décennie comme un acteur majeur professionnel et fiable dans les soins à l'étranger offrant des services d'assistance, de facilitation et de conciergerie médicale en Afrique, au Moyen-Orient et probablement dans le monde entier.

Le Groupe SMEDI comprend quatre sociétés principales : SMEDI Care, SMEDI Nursing et SMEDI Services & Support. Il intervient dans plusieurs secteurs d'activité, notamment la gestion et l'optimisation des parcours de soins, la réalisation et l'exploitation de structures d'hébergement médicalisé

(comme les centres de convalescence et les résidences pour seniors), la conception et la réalisation de structures hospitalières, ainsi que le tourisme et les voyages.

SMEDI CARE est le leader en Tunisie et probablement en Afrique dans le domaine de l'assistance, de la facilitation et de la conciergerie médicale. L'entreprise assure des services qui permettent le parcours de soins des patients sans faute, nous

البنك التونسي
BANK OF TUNISIA

Pack Aziz Fi Bledi

Vous êtes un tunisien résidant à l'étranger et vous attendez de votre banque en Tunisie qu'elle vous offre des produits et services simples, pratiques et économiques? Découvrez le pack «Aziz fi Bledi» pour gérer votre argent en toute tranquillité et avec des avantages tarifaires exceptionnels dont la gratuité des frais de virements reçus de l'étranger.

Les Produits et services du Pack :

- Un accès BNET.
- Un compte de dépôt optionnel.

Avantages Exclusifs:

- En souscrivant le pack «Aziz fi Bledi», vous bénéficiez des avantages suivants:
 - Une économie de 30% sur le tarif standard des produits et services du Pack
 - La gratuité des frais de virements reçus de l'étranger
 - La gratuité des frais de virements inter comptes
 - La gratuité de vos retraits initiés par vos cartes sur tout le réseau ST
 - Un accès à distance et sécurisé pour le suivi et la gestion de vos comptes via BNET.

Le Pack «Aziz fi Bledi», est une offre globale de produits et services composée de:

- Un compte en devises
- Un compte en dinars convertibles
- Un compte épargne en dinars
- Deux cartes bancaires internationales (*)

(*) attachées à ses comptes en devises et en dinars convertibles

- Un financement de investissements en à des conditions privilégiées
- Tarification:
- En choisissant le pack «Aziz fi Bledi», vous bénéficiez d'une facturation simplifiée et comprenant:
 - Les frais de tenue de compte
 - Les cotisations à VISA ou MasterCard
 - L'abonnement à BNET
- Comment souscrire
- Pour souscrire au pack «Aziz fi Bledi», il vous suffit de renseigner une fiche d'adhésion.
- Après de l'Agence de Tunisie de

CONTENU RÉDACTIONNEL



Et si Trump n'avait pas si tort que ça !

Le hasard a voulu que les tristes événements de GAZA et le transfert de l'ambassade d'ISRAEL sur ordre de TRUMP à JÉRUSALEM aient lieu durant la rediffusion d'un très vieux western spaghetti de SERGIO LEONE sur une des chaînes télés, le fameux «IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST» ; merveilleux film ou CHARLES BRONSON le Mexicain cherche à venger la mort de son frère pendu,

désarmé et les mains ligotées par FRANCK, joué admirablement par PETER FONDA. Durant cette chasse à l'homme, le fondateur visionnaire d'une ville par laquelle passera le train était assassiné sur ordre du patron handicapé de la société des VF par les hommes de FRANCK...

Un autre SERGIO LEONE aurait pu faire un remake de ce film qu'il appellerait «IL EST UNE FOIS

DANS LE MIDDLE WEST», tant les ingrédients sont similaires et existent : la ville, objet d'une bataille entre celui qui l'a créée -tué lui et ses enfants- et ceux qui veulent l'occuper, les FRANKS de service qui ressemblent à un certain BENJAMIN, et les CHARLES BRONSON, ces Mexicains qui dérangent et qui n'ont qu'un seul objectif qui les hantent : la vengeance ...

Faut-il dire qu'il y a aussi les marionnettes de service comme CLAUDIA CARDINALE qui aurait pu s'appeler EMMANUEL, et les figurants, nombreux comme les dirigeants des pays arabes qui ne savent que protester pour protester et ressemblent à ces péones qui remplissent les arrière-plans des scènes...

Et si un film a nécessairement une fin, ce feuilleton semble malheureusement ne pas se terminer, et les raisons sont innombrables et je ne suis pas là pour les énumérer ! Je me dis que cette fois, en mettant les pieds dans le plat, le cow boy n'a-t-il pas posé les vrais problèmes à ces gens qui n'ont toujours pas compris que l'histoire avance ?

Messieurs, j'ai besoin de votre pétrole et votre gaz et je protège les ressources dont j'ai besoin et allez vous faire f...

Messieurs, j'ai envie de me faire réélire et mon électorat extrémiste et mes ALT RIGHT ont besoin que les Juifs soient regroupés en un même endroit pour le jour de l'APOCALYPSE où adviendra ce qui adviendra ! Entre-temps, cet électorat pèse 25%.

Messieurs, les PERSES me dérangent, on va leur fermer les robinets même si vous n'êtes pas d'accord les Européens ! D'ailleurs, si vous continuez à me

casser les pieds, je vous coupe GOOGLE et INTERNET !

Donc, je fais ce qui me convient et, je vire les Mexicains, je fais massacrer les Palestiniens, j'étouffe les Iraniens et si vous n'êtes pas contents, ne buvez plus de COCA et ne mangez plus de hamburgers !

Ce que fait TRUMP réveillerait un mort, mais est-ce suffisant pour sortir ces Moyen-orientaux de leur profonde léthargie, bien qu'ils prennent un malin plaisir à massacrer leurs peuples ? Ils ne se rendent pas compte que le père TRUMP leur rend un sacré service en les méprisant de cette manière.

Mais est-ce que ce sera suffisant ? J'en doute fort et je reste sceptique... mais on ne sait jamais ... Des CHARLES BRONSON et leur harmonica existent peut-être sur cette terre ... Ainsi, un jour on verra le mot FIN sur cette tragédie, car dans tous les cas de figure, les deux peuples souffrent et continuent de souffrir par la faute des autres ...

Faudra-t-il attendre la fin du pétrole pour que ces souffrances cessent ? Prions pour que la géologie en décide ainsi!

Ibtissem - Juin 2018



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



HORS-SÉRIE

Magazine numérique

+20K

Exemplaires (Par édition)



RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of
the diaspora*



in partnership with





CUPRA LEON

À PARTIR DE **63 DT HT/JOUR**
DRIVE WITH STYLE

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.
Sous réserve d'acceptation de votre dossier par notre partenaire adhérent.

CONTACTEZ NOUS: **36 036 036**